



HAL
open science

La géographie française et la question rurale

Laurent Rieutort

► **To cite this version:**

Laurent Rieutort. La géographie française et la question rurale. Dynamiques des espaces ruraux dans le monde, Armand Colin, 408 p., 2011, Collection U, 978-2-200-27296-8. halshs-00922098

HAL Id: halshs-00922098

<https://shs.hal.science/halshs-00922098>

Submitted on 18 Jan 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La géographie française et la question rurale

Laurent RIEUTORT

Clermont Université, Université Blaise Pascal, CNRS USR 3550, MSH Clermont-Ferrand
EA 997, CERAMAC
BP 10448, F-63000 CLERMONT-FERRAND

Introduction

Les positions théoriques de la géographie des campagnes ne peuvent se comprendre sans une vision rétrospective. Or, celle-ci doit rappeler que la géographie, comme d'autres sciences, se construit dans le temps parallèlement aux grandes évolutions sociales, économiques ou culturelles. C'est pourquoi nous ne nous sommes pas limités à un strict point de vue épistémologique qui concernerait uniquement les types de savoirs. Nous avons plutôt opté pour une réflexion sur le contexte global, les acteurs concernés et leurs concepts. Sur la durée, on a pu parler d'un « agrocentrisme » des recherches françaises à la différence des travaux britanniques davantage portés sur les paysages de la campagne que sur les fonctions nourricières des espaces ruraux. Mais depuis les années 1980, les géographes se sont partiellement détournés de cette composante agraire puis agricole, pour se diriger vers l'ensemble des populations et des fonctions du monde rural.

Géographie et sciences sociales face à la ruralité

Les classiques : « combinaison » et « tout agraire »

Les préoccupations des géographes « classiques » ont toujours été variées. Si l'approche régionale et la comparaison entre des contrées diverses ont été très souvent au cœur de leur démarche, les centres d'intérêt ont évolué. Les premières recherches se penchent sur les questions de paysages (Dion, 1934, 1946), de structures agraires (Faucher, 1949), d'habitat rural vu comme expression des réalités « régionales » et des hiérarchies sociales (Demangeon, 1927), d'exploitation agricole en relation avec les techniques mises en œuvre. Les questions rurales n'échappent pas à la réflexion globale d'une géographie qui s'interroge sur l'influence des faits naturels sur les faits sociaux, sans ignorer le rôle de l'histoire dans une vision généralement rétrospective. Il faut dire que les campagnes et l'agriculture, marquées par des permanences, constituent alors un formidable objet d'étude pour envisager les héritages et les interactions entre les hommes et le milieu physique. Mais les méthodes restent empiriques et inductives, avec une méfiance à l'égard des débats théoriques. Certains chercheurs s'enferment même dans une idéologie de valorisation des qualités des régions rurales, débouchant sur un « agrarisme » mêlant conservation des pratiques et nationalisme. Appliquée au domaine rural, cette géographie pose des questions récurrentes. Celle du « déterminisme naturel » est évidente dans les descriptions des genres de vie censés être adaptés au milieu physique (Sorre, 1948), même si certains géographes « classiques » y échappent grâce à une bonne pratique du terrain, aux descriptions fines et à l'introduction des « facteurs » historiques ou économiques. Mais le privilège accordé aux « apparences » concrètes, aux formes visibles, conduit à ignorer les valeurs sociales et idéologiques ou les

flux invisibles. Une autre critique porte sur la surexploitation des « réalités géographiques » : bien plus que l'interprétation des phénomènes, l'essentiel est la restitution des « particularités » et on aboutit à une recherche d'exhaustivité qui a pour effet de diluer les problématiques et le projet scientifique.

De nécessaires inflexions sont appelées de ses vœux par André Cholley, qui formalise dans un article fondateur paru dès 1946, la notion de « combinaison agraire » et utilise le terme de « système » croisant paysages agraires et analyses socio-économiques. Le mouvement est lancé, et, à partir des années 1950, de nombreux géographes mobilisent des notions proches, à l'image de Max Derruau, qui, dans son manuel de géographie humaine (1961), revendique l'idée d'un « tout agraire », « série d'éléments interdépendants, dont certains sont surtout influencés par des conditions locales et d'autres par des conditions mondiales ». Même si la notion est définie différemment selon les auteurs, on se penche désormais sur l'ensemble des conditions juridiques, foncières et sociales (répartition de la propriété, modes de faire-valoir, société villageoise), voire économiques, qui permettent d'interpréter les paysages agraires. Il est vrai que la mobilisation des photographies aériennes verticales et l'étude fine des parcelles cadastrales font avancer les recherches (Flatrès, 1957 ; Brunet, 1960). Sur les questions agricoles, on perpétue un bon rapport avec l'histoire (De Planhol, 1958) et une conception possibiliste mettant l'accent sur les techniques. Si l'on persiste à aborder les faits « agraires » de telle ou telle région, on prête attention à « classer » ou à dégager des typologies à propos de l'utilisation des sols ou des paysages agraires français, sans oublier les efforts de P. Fénelon pour proposer un vocabulaire de géographie agraire (1970). Les manuels d'A. Meynier (*Les paysages agraires*, 1958) ou de R. Lebeau (*Les grands types de structures agraires dans le monde* ; 1^{ère} édition en 1969) témoignent d'une consolidation académique. Les conceptions restent classiques avec une valorisation des découpages physiques (grands domaines biogéographiques), historiques (Ancien et Nouveau monde), de paysages agraires et de systèmes de culture. Mais les dimensions sociales (cohésion ou inégalités, cultures et croyances), économiques et politiques sont vues plus longuement. P. George (1963), qui popularise l'expression « *géographie rurale* » en la choisissant comme titre de son manuel, tente aussi d'élargir son propos aux questions d'économie rurale englobant des problèmes mondiaux (faim, inégalités foncières et mise en œuvre des réformes agraires) et les contrastes entre « classes » et groupes sociaux, comme l'avait fait, quelques années plus tôt, l'agronome R. Dumont. Au tournant des années 1960, la Seconde révolution agricole marquée par la spécialisation et la concentration des exploitations conduit à des inégalités sociales et spatiales renforcées. On s'interroge sur les crises ou léthargies paysannes face à ces mutations qui modifient à la fois les paysages, les vieux genres de vie et les circuits économiques (Fel, 1962 ; Brunet, 1965).

Héritière d'une géographie coloniale, une nouvelle « géographie tropicale » s'impose aussi sous la houlette de Pierre Gourou qui publie sa petite synthèse sur *Les pays tropicaux* en 1946. S'intéressant aux fortes variations des densités rurales habilement cartographiées, il les relie certes à la problématique classique de la relation homme-milieu, mais en s'interrogeant sur le développement en Asie, par les sociétés paysannes locales, d'une agriculture intensive, il souligne la part fondamentale des techniques d'encadrement et des faits de civilisation dans l'aménagement de milieux qui ne sont plus seulement « physiques ». Ses travaux (voir Gourou, 1984 ou 1991) approchent les espaces des sociétés rurales d'une façon davantage culturelle et politique, notamment pour saisir la capacité à contrôler et gérer les espaces dans la durée. En Afrique et aux Antilles, les élèves de P. Gourou comme G. Sautter, J. Gallais, P. Péliissier, H. Nicolai, G. Lasserre, multiplient des recherches attentives aux « terroirs » et villages, aux pratiques agricoles et aux valeurs culturelles qui les organisent. Cette géographie pose les bases d'une étude des campagnes des pays du Sud : les contrastes entre vie rurale traditionnelle (agriculture itinérante sur brûlis, agriculture sédentaire « pluviale » et intégrant plus ou moins bien l'élevage, systèmes pastoraux extensifs, agriculture d'inondation ou irriguée) et les nouvelles formes issues de l'intervention capitaliste et de l'économie de marché (systèmes des grandes plantations ou des cultures de vente inscrits dans la petite exploitation paysanne, systèmes agro-exportateurs (Gaignard, 1979) permettent de dresser les grandes questions dans un contexte de transition démographique et de conquêtes de nouvelles terres. Face aux marchés mondiaux de produits tropicaux, l'instabilité paysanne est un « fait social » (Kayser, 1969) et certains chercheurs participent à la dénonciation des obstacles au développement nés du système colonial, dans un « Tiers Monde » encore largement soumis à l'échange inégal et au pillage des ressources (Lacoste, 1965). Souvent d'inspiration marxiste, une géographie du sous-développement s'élabore, privilégiant les conditions économiques générales, les enjeux géopolitiques, les rapports « centre-périphérie » et les conflits de

classe. La problématique de la faim est également reprise par les « ruralistes » : l'œuvre du brésilien Josué de Castro (*Géographie de la faim*, 1949) est ainsi publiée en France avec une introduction de Max. Sorre. Enfin, la question des rapports entre ville et campagne est une préoccupation constante dans les pays dits développés ou en Amérique latine alors qu'elle suscite une certaine indifférence en Afrique (Raison, 1993). Ces relations sont pensées en termes d'opposition (de paysages, de fonctions, de catégories sociales, etc.) même si des complémentarités existent : la campagne approvisionne les cités, constitue un réservoir de main d'œuvre et peut être dominée par une propriété foncière citadine (Dugrand, 1963). Parfois, la ville est le lieu de résidence des paysans à l'image des oasis ou des huer-tas méditerranéennes, tandis que la campagne accueille en retour des citadins pour des pratiques de loisirs. Des régions urbaines se dessinent, englobant des campagnes marquées par la diffusion du bâti, les innovations techniques ou agronomiques et les « genres de vie mixtes » (ouvriers paysans). A l'échelle des campagnes d'Europe occidentale, E. Juillard (1961) oppose la ville « classique » rentière du sol, à la ville « insulaire » industrialisée, qui accentue le divorce avec son « arrière-pays » rural et aux villes « urbanisantes » de la Suisse et du Bénélux qui réalisent « les conditions optimales d'un mieux-être général ».

Questions agricoles et dynamiques rurales : le chassé-croisé des géographes modernes

A partir de la fin des années 1960 et suite aux avancées des idées dans de multiples domaines, les thèmes « *postvidaliens* » sont partiellement abandonnés. Bien que toujours « proche du terrain » et « généraliste », la géographie n'échappe pas au double mouvement de spécialisation et d'éclatement croissant des savoirs. On engage une réflexion méthodologique dont témoigne l'ouvrage fondateur de J. Bonnamour (1973). C'est l'époque de l'abandon voire du rejet du paradigme des rapports homme/nature au profit de celui de l'espace et de l'inscription dans les sciences sociales. C'est aussi la fin des grandes thèses « régionales » et les méthodes évoluent, en lien avec des approches plus théoriques (modèle hypothético-déductif) ; l'outil informatique est par exemple associé à la télédétection ou à la pratique de l'avion pour décrire des géosystèmes paysagers.

Régions et sociétés rurales

Si on note une certaine continuité dans l'approche des paysages, des campagnes et de la vie rurale, y compris dans le choix des terrains, pour autant les champs d'analyse s'élargissent en prenant en compte la dimension sociale, les modes de vie et de culture, annonçant le behaviorisme, l'espace vécu, voire les interrogations sur la prise en compte de l'environnement (notion d'éco-développement proposée par l'économiste I. Sachs). Le travail de J. Gallais sur le delta intérieur du Niger (1968), constitue une analyse originale par la prise en compte de la dimension culturelle du rapport des groupes à l'espace. Mais, c'est dans les années 1970 et à partir de ces travaux sur l'élevage et les paysans normands, qu'Armand Frémont propose une géographie subjective, mobilisant les entretiens semi-directifs et les représentations des acteurs. L'ensemble émerge comme l'une des facettes de la « nouvelle géographie » contre laquelle les recherches s'étaient initialement élaborées en contestant l'affirmation des « lois de l'espace » et en mettant en garde contre une simplification excessive qui soumettrait les comportements humains à des règles rationnelles. Les géographes ruralistes s'investissent particulièrement dans cette *Géographie sociale*. Ils appréhendent le fonctionnement et la diversité des exploitations en relation avec le dynamisme des systèmes agraires, mais aussi des sociétés rurales dans leur nouvelle complexité (analyse démographique, contenu social, typologie). Les activités non agricoles (campagnes ouvrières ou touristiques), les finances communales ou l'organisation de l'espace structuré par des réseaux de bourgs-centres et petites villes. Dans le monde tropical, si les chercheurs maintiennent l'analyse écologique des terroirs ou des « petits espaces ruraux » (Ch. Blanc-Pamard), l'examen des systèmes fonciers (recompositions de la propriété collective, privatisation et affirmation du latifundisme) et des voies du développement agricole (intensification, périmètres irrigués, petite mécanisation et « révolution verte », modèles « agro-exportateurs ») donnent lieu à des pages éclairantes, tout en tenant compte des pratiques et systèmes de valeur.

Sociologie et économie rurales

Dans la tradition européenne, la sociologie rurale a longtemps privilégié la question de l'économie paysanne et de l'exploitation agricole familiale. Des monographies et de grandes enquêtes pluridisciplinaires sont venues élargir le point de vue sur les communautés rurales – les systèmes sociaux localisés – ou sur le groupe des agriculteurs absorbé par le système dominant et inscrit dans des rapports marchands à différentes échelles. On aborde « la fin des paysans » (H. Mendras) ou plutôt la pluralité des « mondes agricoles » (B. Hervieu) avec l'évolution des métiers, les contrastes Nord/Sud et la fragilité du paradigme de l'exode rural renouvelé par les nouveaux rapports villes-campagnes (uniformisation des modes de vie, nouvelles mobilités). On envisage également toute une sociologie du changement, de la diffusion des innovations ou des résistances face à l'agribusiness (M. Jollivet). Au contraire, comme le signale Bruno Jean, l'approche ruraliste nord-américaine était celle de la « folk society », c'est-à-dire l'étude de sociétés traditionnelles destinées à disparaître avec la modernité, avant de glisser vers les problèmes des populations vivant en milieux peu denses, éloignés des aires métropolitaines. En Europe, le regard s'est aussi déplacé vers l'analyse sociologique du système alimentaire, vers l'approche des jeux d'acteurs dans un espace complexifié mais aussi vers les représentations des campagnes dans une société « globale » à dominante urbaine. On réinterroge le rural vu comme « nature » ainsi que les relations environnement-agriculture et agriculture-société. Les deux approches se rejoignent désormais pour envisager la renaissance et la diversification du rural, sa « mise en patrimoine », les politiques de développement local et les nouvelles solidarités territoriales. La sociologie rurale réhabilite le territoire, mais comme partie prenante de collectifs d'action et d'acteurs et non plus marqueur d'une « totalité sociale ». « Le village », objet par excellence de l'approche monographique du monde rural, est reconsidéré en fonction de phénomènes émergents (mobilités, arrivée de « nouveaux habitants, multirésidence, exercice du pouvoir local).

Historiquement, l'économie rurale a constitué une branche « appliquée » des sciences agronomiques, avant de s'institutionnaliser en France, notamment sous la pression des pouvoirs publics, dans des recherches spécifiques (notamment à l'INRA) qui traitent aussi bien des marchés agricoles que des résultats des exploitations, avant de s'engager dans des champs plus larges encore (systèmes fonciers, dynamiques sociales dans des campagnes agricoles, politiques publiques, fonctionnement des marchés). La diversité des systèmes agraires et des petites régions agricoles sont abordées par des chercheurs comme R. Dumont, J. Klatzmann ou J. Chombart de Lauwe. A la fin des années 1960, on tente de comprendre les logiques et comportements des agriculteurs, leurs itinéraires techniques et les relations de l'exploitation à son environnement technique, physique, agroalimentaire ou même familial (D. Bergmann, J.-M. Boussard, M. Sebillotte). Le « géo-agronome » J.-P. Deffontaines insiste sur la dimension paysagère et territoriale des pratiques agricoles. D'autres analyses tentent de prendre en compte les questions du développement local, l'évaluation des politiques publiques, la question alimentaire mondiale ou les types d'espaces ruraux et de rapport ville-campagnes, sans négliger la diversification des campagnes résidentielles (Davézies, 2008), tertiaires et « multifonctionnelles » (Allaire et al., 2003). Dans un espace mondial où les transformations s'accroissent sous l'effet conjugué des négociations internationales, de la libéralisation des marchés et des réformes successives des politiques agricoles, les voies du développement passent par la valorisation de la « ressource territoriale » (B. Pecqueur), les « systèmes productifs locaux » et les coordinations entre ces acteurs (liens sociaux, modes de régulation) sans négliger les actifs environnementaux.

Systèmes économiques, géographie agricole et filières

La multiplication des efforts aboutit aussi à un projet nouveau, structuré autour des notions d'espace économique, de filière agroalimentaire, de diffusion des innovations et d'organisation spatiale. Différents courants de pensée, différentes approches marquées entre autres par l'influence de la pensée systémique s'affirment alors, tandis que les bouleversements scientifiques, mais aussi économiques et sociaux entraînent une réactivation des problématiques sur le devenir des agricultures et des sociétés rurales, de leurs liens avec un monde de plus en plus urbanisé. On envisage les flux économiques entre producteurs et consommateurs, en décrivant les sites productifs à différentes échelles ainsi que les grands marchés mondiaux. Les géographes ruralistes redécouvrent notamment les travaux de Von Thünen (1826) et son modèle de localisation agricole, expliquant comment, dans un milieu homogène, les types d'utilisation – agricole ou forestière – des sols varient en fonction de la distance au marché. Un courant se dirige vers ces questions économiques, mettant au centre de l'analyse le concept de système d'exploitation agricole, de système de culture ou d'élevage, ainsi que les rapports techniques ou fonciers des agriculteurs, les notions de bassin de production, de région agricole et de types d'agriculture. S'affirme une géographie des modèles agricoles destinée à éclairer le faisceau des

rapports économiques et des logiques de répartition des productions en fonction des marchés et des innovations. C'est ainsi que J.-P. Charvet (1985) entreprend l'étude des « greniers du monde », c'est-à-dire des régions spécialisées dans la production de grains destinée aux marchés mondiaux. Très vite, on saisit les nécessaires changements d'échelle et tout l'intérêt des analyses des lieux de décision et des industries agroalimentaires. La question sociale, celle des nouveaux rapports qui s'établissent entre producteurs et firmes est posée plus tardivement. Les industriels ne vont-ils pas sélectionner les producteurs – souvent liés par contrat – selon des critères d'efficacité économique ? Le processus est exploré aux États-Unis avec les « *corporate farms* » et autres « usines à viande » étudiées par G. Dorel (1985). En France, les exemples de la révolution agricole bretonne (C. Canévet, 1992) ou des élevages hors-sol avicoles et porcins (J.-P. Diry, 1985) sont symptomatiques de l'industrialisation de l'élevage. La géographie des productions agricoles relève ainsi de plus en plus des encadrements des politiques publiques, des maillons amont et aval des « complexes agroalimentaires ».

Parallèlement, de nouveaux modèles d'explication s'insèrent dans une approche marxiste dotée d'une dimension spatiale. La notion de « production d'espace » s'appuie sur l'efficacité du facteur économique et des grands systèmes politiques. On dénonce certaines stratégies spatiales et les multiples ségrégations au risque de substituer au paradigme possibiliste vidalien, un déterminisme économique fondé sur les modes de production. L'entrée « spatialiste » est également revue par l'introduction de méthodes quantitatives et de la modélisation appliquées à l'espace rural français (Calmés, Durand-Dastès et *al.* 1978), aux systèmes agricoles de l'Ouest (Guermond, 1979), aux questions foncières (Rey, 1982) ou à la viticulture de masse du Languedoc (Auriac, 1983). L'espace est compris comme un ensemble de ressources localisées, avec des flux de biens et d'informations, qui expliquent son organisation. Celle-ci permet d'envisager l'influence des réseaux urbains ou l'existence de formes rurales (axes, pôles, foyers) à partir desquels se diffusent certaines innovations (reprise des travaux théoriques de T. Hägerstrand). Ces approches se combinent parfois avec un courant culturaliste, qui a recours à des analyses statistiques pour dégager des différences dans les modes de vie et de culture, entre espaces ruraux et urbains.

Villes et campagnes : continuum ou discontinuités ?

Le thème des relations ville/campagne est aussi renouvelé avec deux grands types de courants dans les pays occidentaux. D'un côté, certains chercheurs insistent sur l'idée d'un « continuum » fondé sur la diffusion de la ville dans des campagnes désormais dominées sur le plan technique, démographique, fonctionnel voire idéologique. A l'opposition classique se superpose désormais une homogénéisation des espaces. La ville répand inexorablement sa culture, ses modes de vie, ses produits de consommation, ses pratiques... et son bâti résidentiel. On parle d'annexion et « d'urbanisation des campagnes » (E. Juillard) ; le rural est au mieux « interstitiel », « résiduel », face à une modernisation « urbaine » qui « consomme » l'espace. Si d'autres soulignent des gradients socio-économiques ou démographiques entre la ville et des campagnes dites « profondes », les déterminants sont clairement urbains. On devine les présupposés idéologiques sous-jacents : le progrès et la modernisation sont en ville tandis que le rural est symbole d'archaïsme, de retard de développement, de handicaps multiples... De l'autre côté, certains géographes réagissent vigoureusement pour souligner au contraire la spécificité des paysages « agrestes », la diversité des pratiques sociales, les variations de densités, de catégories socio-professionnelles, d'activités ou d'usages. B. Kayser ou N. Mathieu décèlent surtout la montée en puissance d'imaginaires revalorisant les campagnes. Dans les pays en développement, les chercheurs remettent également en cause la coupure ville-campagne, en montrant la pénétration des influences urbaines dans le monde rural (la ville est alors créatrice de campagnes) et parfois la persistance du rural dans la ville (dans les pratiques agricoles comme dans les constructions sociales).

Les nouvelles approches territoriales

Dans un double contexte de mondialisation et de développement durable, la géographie rurale actuelle a considérablement élargi ses problématiques pour se consacrer aux nouvelles « ruralités ».

Le tournant rural

De fait, depuis une vingtaine d'années, l'interrogation sur la crise et sur la « renaissance » d'un

monde rural, dans lequel les agriculteurs deviennent ou sont devenus minoritaires, est au cœur des débats, tandis que la mondialisation des échanges et l'interdépendance des territoires progressent chaque jour davantage. La géographie des campagnes est de moins en moins assimilable à la géographie des seuls systèmes et structures agraires et relève de plus en plus d'une approche complexe, globale et multiscalaire. Quel sens donner à ces transformations des campagnes ? Faut-il privilégier une lecture négative ou envisager les trajectoires variées du « développement territorial » ? Les grilles d'analyse sont bouleversées. Ici, les fonctions non agricoles mais surtout résidentielles se répandent. Là, les politiques agricoles se font plus discrètes, se « libéralisent » avec le désengagement des Etats, ou se « ruralisent » – à l'image de la PAC – avec une promotion de la multifonctionnalité. Dans les campagnes tropicales aussi, on assiste à cette déconnexion croissante entre agriculture et monde rural (Chaléard, Dubresson, 1999) comme le montrent des recherches sur les mobilités complexes des ruraux (Cortès, 2000) ou la petite industrie en Inde (Guétat-Bernard, 1994) et en Chine méridionale (Sanjuan, 1997). Parallèlement, le renversement de paradigme d'une géographie devenue science de l'organisation territoriale des sociétés ou science de la dimension spatiale du social, contribue à la remise en cause de l'existence d'une société « rurale » spécifique. Face à la diversification des usages, aux nouvelles articulations entre lieux de résidences et de travail, aux appartenances multiples, on doit désormais raisonner en termes de « dialogue rural/urbain » et non de façon dualiste même si subsistent des conceptions antagonistes. Ce renforcement des solidarités s'observe dans les pays les plus pauvres où on tire profit de l'amélioration des modes de transport et de circulation des capitaux, de réseaux familiaux ou villageois et d'activités marchandes jouant sur les proximités urbaines. Il touche également l'espace « périurbain » des pays occidentaux, ce « tiers espace » (M. Vanier), lieu d'interface, de transition, marqué par d'importantes mutations socio-économiques et permettant de penser, voire de repenser la ville contemporaine (Poulot, 2008). Le débat est ouvert sur la délimitation du rural et l'émergence de « nouvelles campagnes », sur les mécanismes et processus de mobilité qui les alimentent, sur les conséquences liées aux changements d'usages, aux modifications du bâti ou aux convoitises et conflits dans le champ du foncier, des rapports sociaux ou politiques. Cette posture traverse toute la géographie rurale et renforce la prise en compte des stratégies de développement dans les campagnes et des « découpages pertinents » pour l'aménagement (du maillage de base aux « territoires de projet ») pouvant déboucher sur des typologies renouvelées (couronnes périurbaines, espaces de faible densité, campagnes « fragiles » ou « vivantes » c'est-à-dire multifonctionnelles et autonomes) (Croix, 2000). Une approche « critique » se dévoile aussi, dénonçant la reproduction des inégalités sociales et économiques, les tensions de classe ou la « lutte des places » (Michel Lussault). Le rural serait-il l'espace le moins développé et le moins densément équipé des territoires nationaux ? Plusieurs travaux viennent discuter ces questions d'accessibilité aux transports et services (par exemple médicaux ou scolaires), tandis que d'autres s'intéressent aux études dites de « genre » trahissant la place des femmes dans le développement des espaces ruraux. La réforme et l'évaluation des politiques publiques en faveur des campagnes (quels outils de développement ? comment adapter l'action collective à différentes échelles ? comment coordonner les différents acteurs ?), les comportements et attentes de groupes sociaux de plus en plus diversifiés (jeunes ruraux, personnes âgées, pauvres et « exclus », malades, « étrangers » et migrants de travail) sont aussi privilégiés. Enfin, deux grands domaines classiques sont revisités :

- La question agraire à travers les enjeux de structures (agrandissement généralisé des exploitations, évolution des modes de faire-valoir, multiplication des formules sociétaires ou des entreprises de services) ou de pression foncière (mise en culture des périphéries des territoires ruraux des Sud, « fronts pionniers » et « transmigrations », extension des cultures énergétiques, étalement urbain). Il faut dire que les « réformes agraires » sont abandonnées et que le modèle de la grande exploitation agro-industrielle triomphe dans le cadre d'une concurrence internationale exacerbée. C'est la « modernisation conservatrice » dénoncée par J. Chonchol. En Afrique où « la terre est finie », les revendications se multiplient et on aboutit parfois à des conflits entre cultivateurs et éleveurs ou entre groupes ethniques. Autres mutations suscitant de nombreuses recherches, la transition de la Russie et de l'est de l'Europe vers l'économie de marché depuis 1991, montrant les nouveaux rapports à la terre, la difficile reconstitution de la propriété privée paysanne et la diversité des trajectoires des systèmes agraires en fonction de la place accordée aux anciens propriétaires, aux nouvelles coopératives, aux sociétés anonymes ou aux petites unités familiales du « retour paysan ». En Chine ou au Viêt Nam, la décollectivisation passe par des redistributions de terres, une plus

grande autonomie, mais aussi par une accentuation des inégalités.

- Les systèmes agricoles et modèles agraires. La thématique est approfondie (Sivignon, 1996) en définissant des archétypes (comme le « modèle danois » fondé sur des exploitations de taille moyenne intensives et un fort encadrement coopératif ou bien le « modèle britannique » conçu autour de très grands domaines avec un encadrement assuré par des firmes privées). En toile de fond des négociations de l'OMC, les mutations des campagnes de l'Amérique du Nord ou du cône Sud (Guibert, 1998) ainsi que celles des « archipels de l'agro-business » mondial (J. Renard) sont abordées pour évoquer l'essor des filières agro-industrielles voire agro-tertiaires tributaires des grandes entreprises et politiques publiques (Pierre, 2004). De même, la montée en puissance des « pays émergents » du Brésil à l'Inde et à la Chine, suscite des analyses sur l'expansion des productions agricoles, la participation inégale aux marchés et négociations internationales, les formes de transition alimentaire, mais aussi la multiplication des fragmentations socio-spatiales à toutes les échelles (Landy, 2006).

Pour autant, les changements conceptuels prennent des voies variées. On peut ainsi aboutir à « déconstruire » les discours et à proposer des vues critiques sur les motivations cachées dans le droit fil d'une géographie « post-moderne ». Par exemple, la question alimentaire est reposée en soulignant les rapports de forces économiques et politiques, les luttes sociales et conflits géopolitiques, la mondialisation du commerce et l'exploitation abusive des ressources (Charvet, 2008). Pour différents chercheurs, dont Sylvie Brunel, la pauvreté des populations et les déficiences des encadrements socio-politiques constituent des causes profondes de l'insécurité alimentaire.

Questions de méthode

L'une des caractéristiques majeures des problématiques nouvelles, c'est qu'elles imposent, dès la genèse des questions, de prendre en compte les acteurs, leurs stratégies, leurs pratiques et leurs modes d'organisation. Dès lors, sans se prévaloir d'une spécificité « rurale », les méthodes continuent à évoluer en privilégiant la dialectique enquêtes de terrain/travail statistique et cartographique, mais en incluant des approches renouvelées qu'elles soient qualitatives (récits de vie, observations participantes) ou plus « quantitatives » à travers les logiciels de traitements de questionnaires, de croisement des données statistiques (analyse en composantes principales, analyse factorielle des correspondances) ou les nouveaux systèmes d'information géographique qui permettent d'intégrer les données de manière homogène, ce qui facilite ensuite les traitements complexes et l'élaboration de typologies. Parallèlement, ces méthodes s'inscrivent de plus en plus dans des trajectoires interdisciplinaires recherchant un regard intégratif, afin de faire face à la complexité des questionnements. De même, le partenariat avec les autres acteurs de la société ou l'approche par « sites », lieux communs dans lesquels sont collectés puis traités les informations et où sont testées les hypothèses, peuvent faciliter la construction de dispositifs interdisciplinaires.

Le tournant territorial

La territorialisation des pratiques est vigoureusement mise en avant : un auteur comme N. Mathieu démêle l'action géographique des ruraux à travers leur mobilité spatiale et leur ancrage résidentiel ou « mode d'habiter ». Plus généralement, les processus de globalisation n'ont toujours pas entraîné une homogénéisation des campagnes et des agricultures dans le Monde, ni une uniformisation des paysages ruraux (Bonnamour, 1996 ; Diry, 1999 ; Chapuis, 2001 ; Renard, 2002). Afin d'expliquer cette diversité, les chercheurs privilégient désormais la dialectique du local et du global ou de l'ancrage et de l'ouverture. D'un côté, bon nombre de transformations sont préparées chaque jour davantage par des éléments extérieurs : organisation mondiale des échanges et concurrence internationale, politiques agricoles – notamment de régulation des marchés – progrès de la recherche scientifique et technique, complexification des flux migratoires. De l'autre côté et de façon dialectique, à l'échelle locale, celle des « territoires » vécus, les acteurs profitent des microprojets et agissent dans des sens divergents (Aubert et *al.*, 2009). La société locale peut être frappée par les conséquences de l'exode ou bien « revivifiée » par l'arrivée de nouveaux habitants dans des campagnes « désirées » (Rautenberg et *al.*, 2000) ou « refuges » face à la dégradation de la conjoncture économique urbaine. Si pendant longtemps, on a considéré que ces évolutions contrastées étaient dues à des différences dans les potentiels écologiques, les structures agraires héritées de l'histoire ou les dynamiques économiques contemporaines, le changement de perspective dans la recherche aboutit à prendre en compte les facteurs culturels, le jeu des acteurs locaux et à souligner que les espaces ruraux ne sauraient désormais bénéficier

d'aucune « vocation » économique particulière. Les « avantages comparatifs » sur les marchés mondialisés se font plus mouvants et on étudie l'extraordinaire capacité de résistance et d'adaptation des sociétés locales (Dufumier, 2004), même si ces « innovations discrètes » (Albaladejo, 2003) ne peuvent empêcher les processus d'exclusion des acteurs les moins compétitifs. Parfois, les logiques locales font système avec les logiques globales comme le montrent, dans les Sud, les réponses paysannes à la croissance urbaine via l'essor de la pluriactivité, le recours à l'émigration temporaire, sans oublier la diffusion de systèmes « vivriers-marchands » destinés aux marchés intérieurs en combinaison avec des cultures d'exportation (Chaléard, 1996).

Pour autant, une des difficultés réside dans l'analyse géographique croisée des thématiques agraires et agricoles et de celles du développement territorial en les intégrant dans une même problématique générale ; à cet égard, l'hypothèse de l'émergence de nouveaux critères de localisation des activités et des hommes, reposant sur des « actifs environnementaux », des aménités naturelles ou culturelles et de nouvelles représentations, débouche sur des recherches novatrices à propos des courants de mobilité favorables aux campagnes (émergence du concept d'« amenity migration » ou migrations d'agrément), des pratiques de loisirs (Le Caro, 2007) de la création d'emplois en espace rural, notamment tertiaires, selon des processus endogènes d'induction sous l'influence de la dynamique « présenteielle » (Chevalier, 2002), ou même à partir d'innovations et de liens tissés entre acteurs permettant l'émergence de systèmes productifs locaux flexibles et résilients (Deslondes, 1995). Les sentiments identitaires, d'appartenance et d'appropriation sont davantage étudiés, contribuant à une meilleure analyse des mouvements de « retour au local », illustrée par plusieurs travaux sur des sociétés rurales et leurs stratégies de développement s'appuyant sur des « ressources territoriales » spécifiques. La recherche sur les dynamiques rurales et les nouveaux « territoires de l'agriculture » s'intéresse ainsi aux liaisons que peuvent entretenir les systèmes agricoles avec les lieux, les valeurs et les références culturelles. La diffusion des systèmes agricoles productivistes et mondialisés a largement défilé les liens au territoire, mais le mouvement inverse de « reterritorialisation » multidimensionnelle de l'agriculture peut aussi être observé en notant les nouvelles logiques, parfois contradictoires, du marketing territorialisé et de l'identité collective (Durbiano, 1997 ; Le Caro et al., 2007).

Le tournant culturel

L'espace rural et l'agriculture sont particulièrement propices à des réflexions sur les imaginaires, les « espaces vécus » et les « représentations ». Cette géographie redonne un nouvel élan à l'approche culturelle, annoncée par les thèses de J. Bonnemaïson (1985) ou de J.-R. Pitte (1986), ce dernier davantage inscrit dans la dimension géohistorique ; mais aussi par les travaux des tropicalistes (Gallais, 1984 ; Retaillé, 1989 ; Boutrais, 1994), avec « une même quête, celle des causes cachées des processus et de leurs enchaînements. Une porte ouverte sur une discipline qui n'a plus honte de sa subjectivité et qui, au contraire, l'utilise pour révéler les consciences collectives, dévoiler les patrimoines de mémoires et participer à la création des lieux ; une géographie plus sensible aux problèmes du quotidien, de l'imaginaire et du théâtre de l'aventure humaine » (Bailly, 2005). La dimension économique en est alors transformée : la production comme la demande en produits agroalimentaires, changent avec les cultures, les lieux et les moments ; c'est une construction sociale et culturelle complexe comme le montrent les travaux de J. R. Pitte (1991) ou de G. Fumey (2004, 2010) à la suite des analyses des anthropologues. Les produits dits de terroirs, bénéficiant de protections juridiques, suscitent ainsi de multiples analyses montrant comment leur mobilisation varie selon les lieux et les jeux d'acteurs, sans négliger une dimension culturelle (Ricard, 1994 ; Delfosse, 2003 ; Hinnewinkel, 2001 ; Michaël Pouzenc, 2008). Mais les organisations fondées sur des marques ou labels garantis par des firmes privées, parfois de dimension internationale (par exemple dans les nouveaux pays viticoles de l'hémisphère Sud) constituent un autre modèle, soumis également aux représentations des consommateurs (Boulangier, Legouy, 2008).

Plus généralement, le thème des perceptions de la ruralité, des campagnes vues comme des décors ou des aménités « consommés » par les citoyens donne lieu à de nombreux travaux dans les pays occidentaux. Ces recherches peuvent porter sur les espaces forestiers (Arnould et al., 1997), sur les « alpages » (Eychenne, 2006) et les lieux non directement productifs et agricoles (châteaux, parcs, jardins, plans d'eau et rivières voire friches). Les paysages ruraux et l'habitat sont ainsi reconsidérés en étudiant à la fois leurs évolutions et leur dimension culturelle tout en profitant de l'outil informatique et des SIG mais aussi des entretiens compréhensifs auprès des acteurs afin de décrypter leurs imagi-

naires. Les analyses des pratiques dites « vernaculaires » ou « ordinaires » mobilisées dans toutes les sociétés, qu'elles soient « proches » ou « lointaines », ne sont pas oubliées. Ainsi, les connaissances traditionnelles des sociétés rurales vis-à-vis des milieux qu'elles utilisent, autrefois dénigrées et considérées comme entachées d'irrationalité, sont valorisées, notamment grâce aux travaux des sciences sociales qui ont montré que ces connaissances recèlent des informations pertinentes, notamment pour gérer les ressources naturelles, à l'image des enquêtes sur la petite paysannerie de l'Himalaya (Smadja, 2003), ou pour mieux appréhender la « multifonctionnalité » des espaces (Petit, Fleury, 2006).

Le tournant environnemental

Pour d'autres auteurs, notamment les courants critiques ou environnementaux, le thème de la réappropriation de l'espace rural, de ses paysages et de son patrimoine, avec la volonté de mieux le gérer, s'impose. Il faut dire que les paradigmes se métamorphosent pour la recherche agronomique et le développement agricole : en Europe, le modèle productiviste et l'intensification constante de l'utilisation du travail et de la terre sont remis en cause, ainsi que le recours croissant aux intrants, ou l'artificialisation du milieu. La compétitivité ne passe plus uniquement par une croissance en volume de la production, mais aussi par la qualité, l'origine géographique ou la typicité des produits mis sur le marché. La crise de l'encéphalopathie spongiforme bovine et les débats autour des OGM ont, en particulier, entraîné une revendication de « traçabilité » et de « sécurité » des produits alimentaires. D'un côté, on parle d'une 3^{ème} révolution agricole, celle des biotechnologies et des progrès de la génétique, de l'autre, on valorise les savoirs locaux en tentant d'attribuer un rôle clé aux communautés locales dans l'élaboration des stratégies de conservation et la gestion des aires protégées notamment dans les pays du Sud. C'est surtout à partir des années 1980 (Jollivet, Mathieu, 1989 ; Croix, 1998 ; Mathieu, 2006), en lien avec de nouvelles approches plus systémiques ou plus sensibles (Tricard, 1994 ; Bertrand, 1991 ; Berque, 1986 ; Luginbühl, 1989 ; Brunet, 1992), que les géographes associés à d'autres disciplines renouent avec l'analyse du milieu naturel ou plutôt de l'environnement, de ses ressources et de ses relations à la ruralité, tentant de saisir la notion d'agrosystème, les limites écologiques des cultures et leurs variations, voire de croiser processus sociaux et processus écologique (voir par exemple les travaux d'H. Rakoto Ramiarantsoa dans les campagnes malgaches). Le thème des conflits environnementaux connaît également un certain engouement, par exemple à propos des relations homme/animal ; tout en réévaluant la place de l'animal dans les sociétés et leurs environnement, « naturel » ou urbain, les questions de la chasse ou de relations tendues entre sociétés locales et faune sauvage (loup, ours, sangliers,...) sont au cœur de plusieurs thèses récentes. Notion à la lisière de la rhétorique politique et de la réflexion scientifique, le développement durable n'est pas oublié par les ruralistes. Mais comment le définir à la campagne, en croisant non seulement une agriculture « écologiquement saine », « économiquement viable », « socialement équitable » mais aussi des espaces multifonctionnels et « une éthique humaniste » assurant une rémunération au « juste prix », y compris sur le plan international (commerce équitable) ? Comment assurer une participation active des populations et selon quels jeux de pouvoir ? Il s'agit alors d'étudier non seulement les conséquences des actions anthropiques (érosion et salinisation des sols, pollutions diverses) mais aussi la mise en œuvre, la répartition et les conséquences des pratiques « alternatives » (agriculture raisonnée ou biologique, mesures agro-environnementales, « écotourisme »). Face à des accidents climatiques et sanitaires de plus en plus fréquents, face à des récoltes aléatoires et des prix erratiques, il devient essentiel de préserver les ressources, de contribuer à la réduction des gaz à effet de serre (maintien des surfaces en prairie ; développement des énergies renouvelables), de modifier les itinéraires techniques, d'élaborer des outils de gestion des risques pour sécuriser les exploitants agricoles. La gestion et la protection des espaces périurbains « ouverts », les réglementations sur l'utilisation des sols, la multiplication des espaces protégés ou « patrimonialisés » deviennent aussi des sujets d'analyse (Daligaux, 1999 ; Perrin, 2009).

La période actuelle est caractérisée par la valorisation des constructions sociales et culturelles par lesquelles, sous des problématiques et méthodes diverses, la géographie rurale retrouve une certaine identité à condition de s'appuyer sur des concepts partagés.

Des concepts intégrateurs pour favoriser une lecture interdisciplinaire de la ruralité

On peut retenir ici quelques concepts qui permettent au chercheur en géographie rurale non pas de juxtaposer des connaissances, mais de les intégrer en les hiérarchisant et en les mettant en cohérence, notamment pour engager des travaux interdisciplinaires.

Rural et ruralité

La définition de l'espace « rural » est devenue délicate, alimentant des débats récurrents entre chercheurs qui refusent de perpétuer une définition par la négative (tout ce qui n'est pas urbain... est rural) et d'en rester uniquement à des critères de densité de l'espace habité ou de types d'occupation du sol, mais aussi à des approches d'ordre sociologique ou économique (structures de l'activité) compte tenu de la complexification des populations et des fonctions. Pour R. Pourtier (2004), le territoire rural « ne se caractérise pas seulement par les particularités bio-physiques de l'étendue qui lui sert de support, les techniques et les modes de production des populations qui l'exploitent et les droits d'usage exclusifs qu'elles revendiquent ; il se caractérise aussi par son degré d'intégration économique et sociale dans un espace chaque jour davantage réticulaire, et par la force des sentiments identitaires et d'appropriation que les habitants nourrissent à son égard ». En France, depuis une trentaine d'années ce terme de « campagne » est de nouveau mis en avant, peut-être parce que moins connoté « agricole » que le mot « rural ». La notion de « ruralité » s'impose également, dans un sens que l'on pourrait qualifier d'anglais, synonyme de paysage agreste, de « nature » et de patrimoine, dans un vaste mouvement d'esthétisation de la campagne (Jean et Périgord, 2009). Plus complètement, la ruralité désigne l'ensemble de représentations collectives et de caractères concourant à une forme d'identité et de fonctionnement des espaces ruraux. Il s'inscrit dans les rapports ville-campagne, avec des modifications récentes dans les perceptions, les pratiques et les modalités de gouvernance de ces espaces. Classiquement, le terme de ruralité indiquait l'« ensemble des valeurs, de la culture propre au milieu rural » ou à la « condition des campagnards » (Littré, 1880) par opposition à l'« urbanité » qui désignait les traits culturels positifs (usages policés, courtoisie, etc.) que l'on assurait être spécifiques aux citadins ; la « ruralité » renvoyait alors de façon péjorative à la « rusticité », au manque de savoir-vivre des habitants de la campagne. Mais à partir des années 1970, dans les pays occidentaux « on en revient, a contrario, à une définition valorisante de la ruralité » (N. Mathieu), celle-ci prenant surtout une dimension politique ou idéologique avec une tendance à idéaliser la vie à la campagne (« ruralisme »). Mais peut-on encore parler d'une société – voire d'une réalité – spécifiquement rurale dans les pays occidentaux ? Dans les conceptions sociologiques des années 1970, les collectivités rurales étaient opposées à la société « englobante » urbaine, notamment parce que l'interconnaissance et l'interdépendance entre les individus d'un groupe demeuraient un fondement de leur structuration. Ces sociétés rurales étaient caractérisées par une relation étroite entre l'espace local ou micro-local et le groupe d'individus. Les campagnes étaient le lieu d'activités agricoles et artisanales réalisées par des populations autonomes, attachées à leur territoire et au groupe familial. Mais, compte tenu des dynamiques d'ouverture et de décroisement des territoires, la société de l'espace rural est désormais à la fois diversifiée (de moins en moins agricole), marquée par des apports extérieurs et intégrée au monde citadin. B. Kayser (1989) considère que subsistent des rapports originaux à l'environnement, des communautés structurées par l'interconnaissance et un fort contrôle social, et un lien à la « petite » localité pour ce qui concerne sa gestion politique. Mais la plupart des auteurs s'accordent pour dire que l'espace rural conserve surtout des spécificités par les représentations qu'il suscite et par les faibles densités relatives du peuplement qui laissent une large place à l'environnement agro-sylvo-pastoral, à des paysages « ouverts » à dominante végétale et où le bâti demeure « diffus ». Mais comment penser l'appartenance locale, l'identité « rurale », dans un contexte de mobilité accentuée ? Certes, depuis les années 1980, on observe un processus de « retour au local », de « relocalisation » de la vie sociale, avec une nouvelle attractivité migratoire des campagnes qui ouvre la voie à la thèse d'une « renaissance rurale ; le rural étant redécouvert, « choisi », car il permet de retrouver une sociabilité de proximité et d'interconnaissance à l'opposé d'un supposé anonymat urbain. Les sentiments d'appartenance au rural peuvent désormais découler d'un choix de vie, d'un imaginaire positif voire d'un arbitrage économique.

D'autres chercheurs « constructivistes » contestent l'hypothèse d'une superposition entre espace rural et société rurale. B. Hervieu et J. Viard différencient ainsi les catégories de sens – l'urbanité et la ruralité – des réalités géographiques – la ville et la campagne. L'urbanité est devenue un opérateur du fonctionnement et de l'organisation de l'espace rural ; la société urbaine « globale » porte un droit de regard et d'usage sur ces espaces devenus « publics ». Des acteurs multiples réinvestissent la campagne de valeurs symboliques (patrimoniales, environnementales, identitaires) et de fonctions (entretien de l'espace, productions de « terroir » et d'aliments de qualité, qualité de vie résidentielle). On associe des modes de vie citadins et des valeurs perçues comme rurales (appartenance locale, qualité de vie, convivialité, temps pour soi...) et l'on peut même observer « une certaine ruralisation de fragments d'espaces et de sociétés urbaines » (M. Vanier).

Pour autant, on risque de s'enfermer dans l'opposition ville-campagne, urbain-rural, qui a perdu de sa pertinence (Arlaud et Jean, 2005). Il n'existe pas deux mondes séparés mais une interpénétration spatiale et idéelle ; les limites s'effacent, les transitions et interstices sont complexes, à l'image de ces « espaces-flous » périurbains à la fois urbains dans leur fonctionnement (emplois, modes de vie) et ruraux par leur « paysage » (place des usages agricoles) et par les perceptions de leurs habitants qui considèrent qu'ils vivent dans le rural. Dans beaucoup de pays, l'espace rural est aussi défini par les relations fonctionnelles qu'il établit avec les espaces urbains. La notion de « nouvelles ruralités » intéresse la géographie sociale et la sociologie mais aussi les disciplines qui touchent à l'aménagement et au développement des territoires (Bossuet et Torre, 2009). Elle permet d'envisager les conflits et les « dynamiques inscrites au cœur de nouveaux rapports ville-campagne, portant à la fois sur les transformations des espaces, sur leurs usages résidentiels, récréatifs et productifs, sur les vécus et les représentations des acteurs, sur leur rapport à la nature, au patrimoine et aux enjeux écologiques, et sur les modes de gouvernance qui s'y déploient » (Collectif, 2008). La ruralité n'est pas un « donné » mais une construction sociale du monde, reposant sur des perceptions et des pratiques évolutives à identifier et à interpréter, devenant une clé de lecture des changements qui affectent la société toute entière.

Système agraire et systèmes de production

Des structures agraires au système agricole

La notion de structures agraires est abordée surtout dans l'entre-deux-guerres et jusqu'aux années 1960 ; l'acception restreinte désigne les conditions sociales et foncières (propriété, exploitation et modes de faire-valoir) de la vie agricole d'un espace rural donné. D'autres auteurs (A. Demangeon, P. Gourou, A. Meynier, R. Lebeau) ont davantage insisté sur l'expression concrète de cette organisation : ainsi pour A. Fel (1962), les structures agraires « constituent l'arrangement visible (finage et habitat) et les règles qui font partie intégrante de cet arrangement (règles de la culture et de l'élevage, organisation du travail agricole) » ; elles s'expriment « sous forme d'un paysage organisé d'une façon particulière ». On finit par déboucher sur une signification trop large, synonyme de composition ordonnée d'un « tout agraire » (M. Derruau), de « civilisation agraire » ou de « régime agraire » (M. Bloch). A. Cholley avait, dès 1946, considéré que les structures agraires étaient une « combinaison » d'éléments physiques, biologiques, humains ou économiques en interaction ; l'auteur envisageait des rapports juridiques, technico-économiques ou géographiques et croisait paysages agraires et analyses socio-économiques, annonçant une approche systémique. Mais après 1960, les questions agraires – marquées par la stabilité, voire l'immobilisme – ont été un peu délaissées par les chercheurs qui ont préféré étudier les transformations de l'agriculture et des campagnes ; P. George (1963) avait pourtant proposé d'élargir les structures agraires aux questions économiques, c'est-à-dire à « l'ensemble des données relatives à l'aspect morphologique des terroirs et aux combinaisons qualitatives sur lequel repose le système d'exploitation » ; ce dernier désignant, outre les formes d'élevage, les « formes d'utilisation du sol et la manière d'assurer cette utilisation ». C'est toujours dans ce sens que les géographes continuent à parler de système de production agricole (ou « farming system » des anglosaxons), c'est-à-dire la combinaison de productions agricoles et de moyens mis en œuvre pour les obtenir et atteindre ainsi des objectifs qui dépendent des stratégies familiales. L'ensemble dérive donc de la disponibilité de trois types de ressources (ou facteurs de production) et de leur modalités d'accès : ressources foncières ou hydrauliques, main d'œuvre et capital d'exploitation (matériel, cheptel, bâtiments). Mais ce système doit tenir compte d'autres ressources et de la cohérence existante

entre les activités agricoles et non agricoles mises en œuvre dans le cadre familial. A une échelle plus fine, des « systèmes de culture » désignent des parcelles ou groupe de parcelles traitées de manière homogène, suivant un ordonnancement précis (par exemple l'assolement), appelé « itinéraire technique » ; de même, les « systèmes d'élevage » ou « systèmes de pratiques d'élevage » renvoient à « un ensemble d'éléments en interaction dynamique organisés par l'homme en vue de valoriser des ressources par l'intermédiaire d'animaux domestiques pour en obtenir des productions variées (lait, viande, cuirs et peau, travail, fumure, etc.) et pour répondre à d'autres objectifs » (Landais, 1987) ; il recoupe des aspects relatifs à la composition du troupeau, à son alimentation et à sa conduite en croisant les « ressources » du territoire et les productions mises en œuvre à l'échelle de l'exploitation « afin d'obtenir des produits, des services ou des satisfactions, provenant d'animaux domestiques et ce, dans un contexte écologique, culturel et socio-économique donné » (Alzerreca et Genin, 1992). Ces deux sous-systèmes – culture et élevage – sont associés par le biais des transferts de matière et d'énergie, combinaison qui répondent à une logique globale, celle du système de production, lequel peut être qualifié selon son organisation, ses qualités ou efficacités (intensité, productivité) et les modalités de fonctionnement plus ou moins favorables à une valorisation durable des ressources.

Le système agraire : points de vue de géographes et d'agronomes

C'est en tentant de croiser structures foncières et systèmes agricoles que M. Derruau a défini, au début des années 1960, le « système agraire » comme « les aménagements spatiaux (formes des champs, clôtures) et temporels (successions de cultures ou permanence des cultures sur un même champ) dans leurs rapports avec des techniques et avec des liens sociaux (pratiques communautaires, structure de la propriété) ». Pour Cl. Moindrot (1995), le concept comprend donc l'étude des paysages agraires, celle des systèmes de production agricole et celle des structures foncières. Pour autant ces définitions posent des questions d'échelle : le système agricole défini au niveau de l'exploitation agricole peut-il être confronté au système agraire typique d'un espace géographique ? Ne risque-t-on pas d'amalgamer les deux notions ? Doit-on alors utiliser le système agricole pour un ensemble d'exploitations dotées d'un même modèle technico-économique ? Plusieurs géographes ont ainsi proposé des typologies des systèmes d'exploitation (J. Bonnamour, R. Chapuis), voire des « régularités » ou des « modèles agricoles » spatialisés (J.-P. Charvet, M. Sivignon). Un système de production agricole débouche sur un véritable « modèle d'exploitation » lorsqu'il est visité, analysé et surtout transposé en d'autres lieux, en conservant ses structures essentielles. Ces modèles sont donc le reflet d'orientations socio-économiques qui fonctionnent et s'étendent à un moment donné ; ils associent à la fois des structures de production (taille de l'atelier, main d'œuvre utilisée, choix technico-économiques) et des structures d'encadrement commerciales, industrielles ou politiques. Mais c'est un groupe de chercheurs réunis autour de l'agronome Marcel Mazoyer qui a revisité le concept de système agraire dans les années 1970-1980. Il s'agit désormais de considérer la combinaison entre le mode d'exploitation d'un écosystème – devenant alors un « agrosystème » –, le système technique et les logiques socio-économiques d'ensemble. Cette définition annexe donc en un même système tous les éléments propres à l'organisation de la production au sein d'une petite région agricole, sachant que les exploitations présentent des caractéristiques communes (accès à des ressources comparables, mêmes conditions socio-économiques, etc.) et entretiennent des relations entre elles et avec leur environnement (de l'écosystème cultivé aux structures d'encadrement). Centré sur les pratiques agricoles – les « manières concrètes d'agir » – comme moyen d'analyse et comme expression de la cohérence du système, et sur les modalités de l'organisation et de l'encadrement de la production, le système agraire peut être désagrégé en sous-systèmes constitutifs ; d'un côté le système agraire ou foncier (statut de la terre et modes de faire-valoir, marchés fonciers, rapports sociaux, etc.), de l'autre, le système de production. L'ensemble est en perpétuelle dynamique spatio-temporelle et les pratiques agricoles sont à l'origine de la formation d'objets repérables dans le paysage (J.-P. Deffontaines). A partir du moment où un ou plusieurs mécanismes de reproduction du système ne sont plus assurés (conditions d'exploitation des écosystèmes cultivés, conditions de reproduction des moyens matériels et humains), le développement du système agraire est menacé à plus ou moins court terme. Il peut entrer en crise et être amené à disparaître. L'histoire agraire est ponctuée par l'enchaînement de révolutions agricoles et de crises agraires, à la suite desquelles se développent de nouveaux systèmes (Cochet, 2001).

Le système agraire territorialisé

L'approche des agronomes présente toutefois des limites : focalisée sur l'exploitation d'un écosystème et négligeant une échelle intermédiaire entre l'exploitation et la « petite région », elle prend inégalement en compte les phénomènes socioculturels (modes d'habiter, nouvelles mobilités, conflits/pouvoirs, appropriation/exclusion, imaginaires, etc.) et les ouvertures du système à d'autres activités et acteurs (Charbonneau, 2009). Comment dès lors envisager les liaisons qu'entretiennent les systèmes agraires avec les lieux, les valeurs et les références culturelles de sociétés de plus en plus urbanisées ? Afin de rendre compte de cette articulation entre l'espace géographique organisé par et autour de l'activité agricole, et l'ensemble des acteurs du territoire, des travaux récents tentent d'inscrire le système agraire dans un méta-système territorial (Tafari, 2010) ; celui-ci est produit par les actions et jeux de pouvoir d'acteurs multiples, en fonction des représentations qu'ils se font de l'espace qu'ils vivent et perçoivent ; les agriculteurs sont ainsi des acteurs parmi d'autres, et l'usage de l'espace rural pour la production agricole, un usage parmi d'autres. Plusieurs phases peuvent caractériser les rapports entre ces acteurs et l'espace : des processus d'enracinement des sociétés paysannes aboutissent à une territorialisation des systèmes agraires ; au contraire, la diffusion des systèmes agricoles productivistes et mondialisés a largement défait les liens au territoire face à des acteurs ruraux de plus en plus diversifiés ; de nos jours, s'amorce une « reterritorialisation » multidimensionnelle de l'agriculture visant à réintroduire des sentiments d'appartenance, d'appropriation et d'identité collective ; ce compromis social passe par la « relocalisation », par les « circuits courts » et le développement de la traçabilité des productions, par la valorisation de la qualité et de l'origine des biens dits de « terroir », par la « mise en patrimoine » des campagnes et de leurs paysages, par une gestion plus durable de l'environnement mais aussi par les nouvelles « politiques de projet » de territoires institutionnels recomposés. Le concept de « système agraire territorialisé » se révèle également opérationnel pour analyser la multifonctionnalité de l'agriculture ou pour prendre en compte des modes d'habiter ou l'appropriation identitaire et symbolique des lieux et paysages agraires.

Filière et bassin agroalimentaire

La filière renvoie à « l'itinéraire suivi par un produit (ou un groupe de produit) au sein de l'appareil agroalimentaire : elle concerne l'ensemble des agents (entreprises et administrations) et des opérations (de production, de répartition, de financement) qui concourent à la formation et au transfert du produit jusqu'à son stade final d'utilisation, ainsi que les mécanismes d'ajustement des flux des facteurs et des produits le long de la filière » (Malassis, 1979). Les géographes ont longtemps décrit des « circuits », des « marchés » agricoles mais suite aux travaux de J. H. Davis et R. A. Goldberg (1957) aux États-Unis, l'approche filière a imposé l'examen « des phénomènes d'interdépendance et d'intégration qui caractérisent l'appareil de production-transformation-distribution des produits agroalimentaires, ainsi que l'analyse des rapports de force et de domination entre les différents acteurs qui interviennent aux stades successifs du processus » (Ghersi, Bencharif, 1992). Il s'agit de considérer la filière comme un espace organisé d'opérations technologiques, de savoir-faire et de conventions économiques, d'acteurs et d'organisations, de stratégies et de relations complexes. L'approche géographique privilégie l'inscription spatiale des filières, celles-ci pouvant être cartographiées avec des noyaux centraux constituant des bassins de production (agriculteurs + industriels d'amont et d'aval), mais aussi des territoires de firmes et des débouchés d'aval à diverses échelles (locales, nationales, internationales).

Le concept de « territoire de firme » correspond à l'assise spatiale des entreprises agroalimentaires. Selon Ch. Margétic (2003), il « renvoie à l'ensemble des lieux marqués par l'activité de l'entreprise, lieux d'ancrage que son activité transforme et à partir desquels elle cherche à assurer et développer ses performances. A la fois étendu, discontinu et disposé partiellement selon une logique propre à l'entreprise, il est triplement marqué, par sa soumission aux décisions de la firme, par les inflexions données par le système d'encadrement (pouvoirs publics, organisations professionnelles ...) ou les consommateurs, et par les transformations induites, locales ou « globales ». Il doit être envisagé à différentes échelles : « espace d'approvisionnement » à l'amont, « espace de commercialisation » à l'aval, « espace institutionnel » encore plus étendu, structuré par les centres décisionnels lointains.

La notion de « bassin de production » précise la spécialisation d'espaces dans une production ou un système de production agricole. Pour L. Maillard, K. Daniel et Fr. Colson (2000), dans un contexte de

continuité spatiale, « chaque bassin présente des orientations productives relativement cohérentes et regroupe un nombre d'exploitations suffisant ». Cette concentration spatiale est à la fois cause et conséquence de la spécialisation agricole des exploitations. Ces bassins de production évoluent suivant la conjoncture et « permettent de produire de grandes quantités de produits de base standardisés ou commodités aptes à être commercialisés éventuellement sur les marchés à terme » (Chaléard et Charvet, 2004). Le processus de constitution de ces aires géographiques agricoles est évidemment complexe et doit faire intervenir à toutes les échelles :

- des héritages historiques avec une éventuelle antériorité dans tel ou tel domaine, une notoriété des produits, des savoir-faire locaux ;
- des facteurs naturels (sols, pente, climat, etc.) qui, malgré les progrès techniques, interviennent toujours indirectement sur les coûts de production ;
- des structures sociales, par exemple la taille des exploitations qui encourage plus ou moins l'intensification ;
- des données économiques liées à des choix macro-économiques ou politiques et à la présence d'un encadrement technique ou agroalimentaire qui pèsent sur les débouchés.

Les grands bassins peuvent s'appréhender en tant que véritables « systèmes spatiaux » spécialisés, largement structurés par les flux qui animent la filière agroalimentaire et les rapports entre agents économiques. Ils sont notamment situés à la croisée du site d'implantation des industries agroalimentaires de première ou seconde transformation et du bassin d'approvisionnement en produits agricoles. Les productions s'articulent donc autour des outils de la filière, que ces derniers soient situés à l'extrême aval, autour des villes et des marchés de consommation, ou bien qu'ils restent proches des aires de production, sachant qu'une usine de transformation peut « exploiter » la matière première agricole présente antérieurement sur le territoire ou bien en susciter une nouvelle. Si le concept recouvre en partie la vieille notion de « région agricole », on voit bien que le bassin et ses ateliers sont largement tributaires de la stratégie des industriels ou des services. Ainsi, la recherche de la régularité de l'approvisionnement et du moindre coût de la matière première – et donc la réduction des frais de collecte et de livraison – jouent un rôle essentiel dans la constitution de ces aires. L'articulation entre entreprises et agriculteurs est déterminante : pour un industriel, il est toujours préférable de travailler avec des domaines de bonne dimension et, si possible, rapprochés les uns des autres, fournissant des matières premières avec une excellente traçabilité et des prix avantageux. Lorsque les achats sont fréquents et selon la théorie des coûts de transaction, l'industriel souhaite un réel partenariat avec ses fournisseurs, en passant par des contrats à moyen terme ou par une internalisation de la production du bien désiré, soit par contrôle partiel (sous-traitance) ou total (intégration). Quoi qu'il en soit, les logiques de concentration et de proximité géographiques ont tendance à s'imposer, au moins lorsqu'il s'agit de produits « génériques » pour lesquels l'avantage comparatif relève de données à caractère économique (meilleure maîtrise technique, structurelle et organisationnelle des unités de production et de transformation, rente d'innovation, etc.). Le véritable « bassin agroalimentaire » est une aire géographique dans laquelle on aboutit à cette juxtaposition, à ces chevauchements, entre l'espace des entreprises agroalimentaires et le bassin de production. Mais d'autres formes se dessinent également lorsque les firmes cherchent à constituer des réseaux de producteurs « professionnels », disposés à innover et qui dégagent des économies d'échelle. L'organisation spatiale repose alors sur des réseaux complexes (dispositif en archipel, association d'un noyau central et de noyaux secondaires), parfois à petite échelle : un « club » de producteurs efficaces, même éloignés les uns des autres, peut fournir la matière première nécessaire en recourant à des modes de transports rapides ; ce coût logistique relevant au final du livreur (prix rendu usine). Enfin, des organisations d'une toute autre nature apparaissent lorsque des ressources spécifiques sont présentes sur le territoire, en particulier lorsque l'on valorise une « qualité » particulière via un label ou un signe officiel de qualité et d'origine. Des bassins moins concentrés peuvent alors subsister avec des producteurs et des transformateurs dispersés (exemple du système des fruitières à comté du Jura).

La notion de filière est cependant critiquée : pour F. Plet (1994), « l'idée de filière fait fondamentalement partie de ce qui est souvent appelé, 'l'idéologie productiviste' » et il convient de « déconstruire » cette représentation, en montrant l'inégale réalité de ce « découpage vertical » et la fréquence de « systèmes partiels ». Dans le monde tropical, on regrette également que l'approche « filière » ait été souvent réduite à une dimension technique et commerciale, négligeant la diversité du maillon cen-

tral avec ses inégales capacités d'innovation, comme dans ses rapports aux territoires. Par delà les grands marchés internationaux, il convient de prendre en compte la production localisée, les formes d'intégration verticale et la gestion de la concurrence à toutes les échelles. Dans les pays du Sud notamment, loin de répondre aux formes capitalistes de rationalité économique, les marchés sont « imparfaits », les déterminants de l'offre embrouillés, les codes de l'échange souvent informels, relevant de registres multiples où se mêlent sphères marchandes et domestiques.

Terroir et finage

« Mot piège de la géographie » (P. George), le terme de « terroir » s'emploie indifféremment pour désigner un espace terrestre, une unité physique, un « territoire » aménagé par l'homme, une organisation spécifique du finage propre à une communauté agricole, un produit ou une particularité sociale, singulièrement campagnarde (« un accent du terroir », « les valeurs du terroir », etc.). En géographie rurale, on le définira comme une portion d'espace agricole homogène présentant des aptitudes agronomiques particulières et des qualités spécifiques, mais approprié, aménagé et valorisé par un groupe social, notamment sous l'angle de savoir-faire reconnus par des usages et capables d'exprimer ces potentialités naturelles à travers un produit, en particulier un aliment dont la typicité et l'origine sont reconnues collectivement (Durbiano, Moustier, 2007).

Entre Nature et Culture

Dès le Moyen-Age, le terme revêt deux sens : d'une part, une étendue de terre assez limitée, un « pays », ce qui a pu aboutir à un emploi comme « territoire » (chez certains historiens ou tropicalistes) ou comme « finage » d'une communauté ; d'autre part une terre avec ses qualités ou ses aptitudes agricoles, éventuellement modifiées par l'action anthropique selon les techniques utilisées au cours des temps. Les géographes ruralistes européens ont longtemps mobilisé ce deuxième sens, à une échelle micro-locale, notamment pour la culture de la vigne. Pourtant, dès 1949, M. Derruau élargit la notion au territoire aménagé par l'homme en désignant « un territoire cultivé se distinguant de ses voisins par des caractères particuliers d'ordre physique ou d'ordre humain ». Un deuxième point de vue, hérité de la première origine sémantique, est davantage socioculturel, insistant sur les pratiques, les usages et autres savoir-faire inscrits dans le terroir vu d'abord comme un « territoire » approprié, construit par un groupe d'individus qui exerce certains pouvoirs (à travers des normes ou des règles) et partage des représentations sociales, une relation intime avec ces « lieux » qui façonnent son identité. Marqueurs identitaires avec un projet de valorisation qui permet de les penser, les terroirs sont parfois « le fruit d'une action collective » et deviennent l'objet d'une appropriation intentionnelle.

Entre terroir, territoire et finage

Le géographe reste circonspect face à la banalisation du concept de terroir et veille à ne pas négliger la question des échelles. Si le terroir agronomique homogène est lisible à fine échelle, sa dimension « localisée » répond-elle réellement à une logique sociale et « territoriale » ? Inversement, à petite ou moyenne échelle, c'est une combinaison ou association de terroirs juxtaposés, qui s'impose généralement dans le cas de la reconnaissance de biens spécifiques ou de la « territorialisation » de la qualité d'une production ; le lien entre celle-ci et la spécificité du terroir relève alors plus d'une géographie sociale (le territoire avec ses jeux d'acteurs et ses rapports de force, transcrits dans des décisions juridiques) que de diverses caractéristiques « écologiques » mesurables. Ajoutons que les appropriations des terroirs par les communautés humaines peuvent être diachroniques ou synchroniques ; il existe des cas de poly-territorialisation d'un même espace géographique constitué de plusieurs terroirs (systèmes complexes de pastoralisme ou nomadisme, etc.), débouchant parfois sur des conflits d'utilisation ou de gouvernance. Utilisé par les géographes tropicalistes, le terme de « terroir » a pu désigner la « portion de territoire appropriée, aménagée et utilisée par le groupe qui y réside et en tire ses moyens d'existence » (P. Péliissier, G. Sautter, 1969) ; cette approche n'est pas allée sans confusion avec la notion de « finage » que les « ruralistes » européens, ont tenté de vulgariser pour désigner justement l'ensemble des terres administrées et utilisées par une cellule agricole (village, ferme isolée), ce qui « suppose une emprise collective, de caractère juridique, que les groupes humains, mobiles ou désarticulés, sont loin de toujours affirmer sur l'espace environnant » dans le monde tropical. Face à la crois-

sance démographique et dans le contexte d'essor des systèmes commerciaux, de proximité ou « agro-industriels », une « transition foncière » s'opère avec des stratégies d'accaparement (privatisation) et de délimitation précise des exploitations : on peut alors glisser du terroir au finage (Pélissier, 1996).

Entre produits de terroirs et construction sociale de la qualité

On en vient à évoquer des « produits de terroir », c'est-à-dire des biens qui, par leurs spécificités reconnues, permettent de circonscrire un territoire plus ou moins bien délimité, à l'intérieur duquel ils sont obtenus de façon homogène, c'est-à-dire produits et/ou transformés/élaborés avec des savoir-faire transmis reliés à la notion de patrimoine collectif (dans le sens de bien commun). Le produit peut même être désigné par le nom du territoire ou d'un haut lieu de son élaboration et gagner une fonction de signe officiel d'identification, voire de qualité. Pour autant, certaines productions présentant des qualités sanitaires, nutritionnelles ou organoleptiques, fondées sur des normes précises et contrôlées ne sont pas liées à des terroirs particuliers. Par contre, l'Appellation d'Origine Contrôlée et l'Indication Géographique Protégée, désignent des productions agricoles entretenant des relations privilégiées avec les territoires où elles sont obtenues. En France, l'INAO veille au respect des « liens au terroir » et à leur reconnaissance institutionnelle, ce qui est délicat dans le contexte de l'OMC et du refus de tout protectionnisme déguisé. A une autre échelle, la qualification d'un produit se place au lieu où se font les principaux ajustements ou affrontements entre deux dynamiques : celle qui est ascendante s'inscrit dans un complexe social territorialisé, plus ou moins porteur, et recherche un compromis entre tradition stricte et innovation, entre facteurs techniques et facteurs culturels, économiques ou politiques ; celle qui est descendante tente d'appliquer des normes, des méthodes, via des services techniques ou l'encadrement agroalimentaire. C'est donc dans ce jeu à différentes échelles, dans cette recherche de solidarités, de médiation, de règles partagées et acceptées, que la gouvernance des terroirs et la qualité sont « socialement construites » et peuvent déboucher sur une forme de développement local.

Développement rural et territorial

Processus global de transformation socio-spatiale, le développement rural est une dynamique permettant dans des campagnes, d'accroître les richesses et d'améliorer les conditions de vie, à partir d'une certaine latitude d'action des acteurs locaux et d'une meilleure utilisation des ressources du lieu. Le processus doit être multidimensionnel et reposer sur la construction et la réalisation de projets largement endogènes.

Du local au territorial

Cette approche s'inscrit historiquement dans la mobilisation de concepts complémentaires. Celui de développement est le premier. Initié par des travaux d'économiste dès le XIX^{ème} siècle, il se diffuse après 1950 en abordant paradoxalement la question du sous-développement. Il s'agit de réduire les inégalités et la pauvreté dans le monde et donc d'augmenter les richesses et d'améliorer les conditions de vie d'une population en dépassant la seule croissance économique. Mais le modèle s'inscrit parfois dans une approche « évolutionniste », ignorant les dimensions géopolitique ou culturelle, et postulant des stades au développement successifs autour d'un modèle « occidental ». Le « progrès » est alors bien souvent un leurre dissimulant des intérêts économiques contradictoires et des enjeux de pouvoir. Dans les années 1970, les pays anciennement industrialisés étant confrontés à des difficultés socio-économiques, aux déficits publics et à la nécessité de revoir leur modèle de développement, le thème du « développement local » émerge, en profitant des travaux précurseurs d'A. Marshall, et des écrits de Ph. Aydalot, G. Benko, A. Lipietz, P. Houé ou B. Pecqueur. Le développement n'a pas lieu uniquement sur les pôles de croissance mais aussi dans des territoires ruraux en lien avec des dynamiques sociales localisées. Par opposition au « national », au « mondial » voire au « régional », on envisage désormais des processus « autocentrés » et « intégrés » fondés sur la mobilisation des ressources rurales et des énergies « locales ». Il est alors question de « milieux innovateurs », de « districts » et de « systèmes productifs locaux » où les processus d'agglomération (concentration spatiale d'activités), de spécialisation (orientation vers un ou plusieurs types d'activités) et de spécification (émergence de structures institutionnelles, construction de ressources spécifiques) font système avec les initiatives des acteurs et les valeurs communes endogènes pour favoriser un enrichissement des structures écono-

miques, sociales et culturelles. En France, cette vision profite des mouvements « régionalistes » contre les autorités centrales. Le thème de « vivre et travailler au pays » fait florès, parfois mêlé d'utopie rustique ou de modes de vie alternatifs. On valorise les entités de type « pays » (associant une ville et ses campagnes) tout en profitant d'une réduction du rôle de l'Etat (régionalisation puis décentralisation). Parfois trop enfermé dans une vision « localiste » ignorant les facteurs exogènes, le développement local a partiellement laissé sa place aux concepts de développement territorial et de développement durable. Pour être pertinente l'analyse doit être conduite à différentes échelles : les processus relèvent certes de forces endogènes, propre à un territoire rural, mais aussi d'impulsions externes plus ou moins lointaines. Un territoire peut produire du développement à condition que les acteurs se mettent en relation, se coordonnent et s'inscrivent dans une dynamique collective en activant les relations sociales, porteuses d'innovations, en organisant les « ressources territoriales » et en concevant un projet qui dépasse la communication institutionnelle et le comportement individuel (Gumuchian et *al.*, 2003). Cette approche nouvelle souligne donc l'importance des logiques d'acteurs (rôle de l'entrepreneur individuel, des innovateurs mais aussi des « habitants » d'un espace « vécu » et « perçu ») et des logiques de réseaux (institutionnels sous la forme de procédures « contractuelles », informels et interpersonnels) qui permettent la transmission de l'information, la « construction » des ressources par découverte, redécouverte ou invention, la mobilisation du capital ou des savoir-faire.

Les conditions de pérennisation du modèle

Sur le terrain, de tels processus n'ont donc pas lieu uniquement sur les aires urbaines mais aussi dans certains espaces à dominante rurale en lien avec des dynamiques « territorialisées ». Dans ce cadre, l'accord entre les acteurs qui repose sur des valeurs et règles partagées, sur des relations de confiance, de solidarité, d'engagement, renvoie à un questionnement sur la proximité (organisée et géographique) et à l'hypothèse que la coordination et l'action collective sont facilitées lorsqu'existe une densité de relations entre les acteurs locaux (un « capital social »), des savoir-être et l'accumulation de normes collectives (Lardon, Moquay, Poss, 2007). Alors que la compétition entre les territoires ruraux s'accroît, des avantages comparatifs ou des capacités d'innovation sont recherchés. On peut ainsi viser une « rente de qualité territoriale » et des « panier de biens et de services » (B. Pecqueur) mettant en cohérence dans un même territoire rural une offre spécifique de produits alimentaires (notamment de qualité) et de services touristiques ou environnementaux, se renforçant mutuellement, contribuant à générer une image positive et dégagant des formes de rentes. La réussite du processus dépend de la capacité des acteurs à se coordonner et à capter les demandes émanant des touristes et des consommateurs. Ces derniers privilégient un lien de proximité et de confiance considéré comme spécifique au territoire. Cela explique que l'activité de consommation soit structurée par des séjours touristiques, mais aussi par la vente directe, la gastronomie et la restauration, le marché urbain de proximité, etc... Finalement, la préférence exprimée pour les produits ou services locaux n'est qu'une préférence indirecte pour le territoire lui-même, sa réputation, ce qui explique que la demande soit peu élastique par rapport aux prix. Le panier de biens trouve donc son originalité dans cette approche transversale mettant en jeu une multitude d'acteurs et de biens publics (l'environnement, les paysages, la biodiversité, mais aussi le patrimoine, la culture et l'histoire).

Durabilité et gouvernance

Avec la montée en puissance de la notion de développement durable, il s'agit aussi de prendre en compte la fragilité des écosystèmes dans une gestion des territoires intégrant également diverses échelles d'espace ou de temps et les dimensions économique et socioculturelle (Bowler et *al.*, 2002 ; Buller et Hoggart, 2001). Afin que l'environnement puisse répondre aux besoins présents et futurs, il importe de définir un système viable avec le global (les grands enjeux planétaires) mais aussi avec des applications régionales et locales, voire des pratiques citoyennes. Dans ces conditions, le développement territorial « durable » suppose une maîtrise accrue par la société locale en lien avec d'autres acteurs institutionnels, ce qui fait dire à S. Lardon (2007) qu'il doit être vu comme « l'augmentation de la capacité des acteurs à maîtriser les processus qui les concernent ». On débouche sur deux dimensions fondamentales du développement durable : la participation des acteurs, usagers et habitants du territoire à l'élaboration du projet (on parle de « démocratie participative ») et la gouvernance, c'est-à-dire une démarche permettant d'organiser les relations entre des acteurs de statuts divers et entre différents niveaux territoriaux. Mais dans les campagnes, les réalités sont complexes car on devine que

deux logiques interfèrent fréquemment. La première est celle de réalisations, souvent individuelles, qui tiennent compte des dimensions environnementale et économique : écotourisme, « agriculture de terroir », labellisation des produits, valorisation patrimoniale, etc. Une seconde approche, plus globale, provient des nombreuses initiatives soutenues par des organisations internationales ou des Etats. L'objectif est de promouvoir un développement intégré et des mécanismes d'appui afin de coordonner ces deux forces ou de susciter de nouvelles formes de solidarités.

Conclusion

Au terme de ce chapitre peut-on encore parler de recherches spécifiques dans le domaine rural ? Celui-ci est-il un espace singulier, un terrain d'étude original, ou bien peut-il encore prétendre au statut d'objet scientifique particulier autour duquel peuvent alors se construire des concepts, des méthodes et problématiques différentes des autres branches de la géographie ? Le débat est ancien et a pu être occulté par les dynamiques d'urbanisation annonçant la fin des études rurales. Pour autant, comme le soulignait récemment E. Bonérandi et O. Deslondes, « en admettant que les sociétés rurales soient menacées de disparition, le rural comme idée, concept ou objet de désir, ne s'est jamais mieux porté ». Si notre lecture diachronique des pratiques et savoirs « ruralistes » en géographie, confirme l'homogénéisation des méthodologies dans le champ des sciences sociales, elle démontre aussi tout l'intérêt de recherches interdisciplinaires portant sur un espace rural reconnu dans ses dimensions concrètes et idéelles, tout en étant intégré à un système territorial complexe, soumis à des forces locales et globales, et fonctionnant comme un « tout ». On ne peut alors que plaider pour « une géographie rurale intégrée à la géographie globale » (J. Bonnamour), étudiant de façon intégrée les rapports ville/campagne et les ruralités dans lesquelles se projettent les enjeux internes de la société, permettant de « penser le global ».

Références bibliographiques

- ALBALADEJO C., 2003, « Innovations discrètes et re-territorialisation de l'activité agricole en Argentine, au Brésil et en France ». In Albaladejo C. et Bustos Cara R. (eds.), *Desarrollo local y nuevas ruralidades en Argentina y en Francia*, UNS / INRA, pp. 413-456.
- ALLAIRE G. et DUPEUBLE T., 2003, « De la multifonctionnalité à la multi-évaluation de l'activité agricole », *Economie rurale*, 275, pp. 51-65
- ALZERRECA, H., GENIN, D., 1992, Los sistemas ganaderos de la zona andina boliviana : del concepto a una caracterización. La Paz : ORSTOM-IBTA, 37 p.
- ARLAUD S., JEAN Y., ROYOUX D., 2005, *Rural-Urbain. Nouveaux liens, nouvelles frontières*, Presses Universitaires de Rennes, 506 p.
- ARNOULD P., HOTYAT M., SIMON L., 1997, *Les Forêts d'Europe*, Nathan, coll. «Fac-Géographie», 413 p.
- AUBERT F., PIVETEAU V. et SCHMITT B., (dir) (2009), *Politiques agricoles et territoires*, Update Sciences Technologies - éditions QUAE, INRA : 223 p.
- AURIAC F., 1983, *Système économique et espace : le vignoble languedocien*, Economica, 215p.
- AYDALOT Ph., 1986, *Economie Régionale et Urbaine*, Economica, 487 p.
- BAILLY A., 2005, « Voyage en géographie », *Bulletin de la Société géographique de Liège*, n°46, pp. 5-9.
- BALABANIAN O., 1979, *Les exploitations et les problèmes en Estramadure espagnole et dans le Haut Alentejo*, Thèse, 2 vol., 1006 p.
- BART F., 1993, *Montagnes d'Afrique, terres paysannes, le cas du Rwanda*, PU de Bordeaux, 610 p.
- BATAILLON C., 1970, *Villes et campagnes dans la région de Mexico*, Anthropos, 442 p
- BENKO G., LIPIETZ A. (Dir.), 2000, *La richesse des régions, la nouvelle géographie socioécono-*

mique, PUF, 564 p.

BERGER M., GILLETTE C., ROBIC M.-C., 1975. L'étude des espaces ruraux en France à travers trois quart de siècles de recherche géographique. L'exemple des thèses de doctorat d'État, republié dans *STRATES* 1996-1997, n° 9 p. 133-164.

BERGERON R., 1994, *La Basilicate: changement social et changement spatial dans une région du Mezzogiorno*, Collection de l'École française de Rome, 713 p.

BERGMAN D., BAUDIN P., 1988, *Politique d'avenir pour l'Europe agricole*, INRA-Economica, 170 p.

BERQUE A., 1995, *Les raisons du paysage*, Hazan, 192 p.

BERTRAND G. et Cl., 2002, *Une géographie traversière – L'environnement à travers territoires et temporalités*, Éditions Arguments, 312 p.

BLANADET R., 1984, *Les fronts pionniers en Asie du Sud-Est*, L'Harmattan, 749 p.

BLANC-PAMARD C. et LERICOLLAIS A., (dir), 1991, *Dynamique des systèmes agraires : A travers champs - Agronomes et géographes*, Orstom Editions, 155 p.

BLANC-PAMARD Ch., BOUTRAIS J. (dir.), 1994, *A la croisée des parcours. Pasteurs, éleveurs, cultivateurs*, ORSTOM, 236 p.

BLANC-PAMARD, C., 1979, *Un jeu écologique différentiel: les communautés rurales du contact forêt savane au fond du «V Baoulé» (Côte d'Ivoire)*, ORSTOM, 313 p.

BLANC-PAMMARD C. et CAMBREZY, 1995, *Terre, Terroir, Territoire. Les tensions foncières*, ORSTOM éditions, 472 p.

BONNAMOUR J., 1973. *Géographie rurale, méthodes et perspectives*, Masson, Paris, 168 p.

BONNAMOUR J., 1993, *Géographie rurale, Position et méthode*, Paris, Masson, 134 p.

BONNAMOUR J. (dir.), 1996, *Agricultures et campagnes dans le monde*, Paris, SEDES, 320 p.

BONNEMAISON J., 1996-1997, *Les Fondements géographiques d'une identité. L'archipel du Vanuatu. Essai de géographie culturelle*, Éditions de l'Orstom, 2 vol. : vol. 1: *Gens de pirogue et gens de la terre*, 460 p. ; vol. 2: *Les Gens des lieux. Histoire et géosymboles d'une société enracinée*, Tanna, 562 p.

BONNERANDI E., DESLONDES O., 2008, « Éditorial: Où va la géographie rurale », *Géocarrefour*, Vol. 83/4, pp. 255-258.

BOSSUET L. et TORRE A., 2009, « Le devenir des ruralités. Entre conflits et nouvelles alliances autour des patrimoines locaux », *Economie rurale*, n°313-314, pp. 147-162

BOUHIER J., 1977, *La vie rurale en Galice, Essai géographique d'analyse et d'interprétation d'un vieux complexe agraire*, La Roche-sur-Yon, Imprimerie yonnaise, 1516 p.

BOULANGER S., LEGOUY F., (dir.), 2008, « Vins, vignes et vigneron en France et dans le monde », *Historiens et géographes*, n°402-403.

BOUSSARD J.-M., 1987, *Economie de l'agriculture*, Economica, 319 p.

BOUTRAIS J., 1993, *Hautes terres d'élevage au Cameroun*, Paris, Éd. de l'Orstom, 3 tomes, 1 301 p.

BOWLER I. R., BRYANT C. R., et COCKLIN C., (dir.), 2002, *The Sustainability of Rural Systems: Geographical interpretations*, Kluwer Academic Press, Pays-Bas, 280 p.

BRUNEAU M., 1980, *Recherches sur l'organisation de l'espace dans le Nord de la Thaïlande*, Champion, 2 vol., 1044 p.

BRUNEL S., 2009, *Nourrir le monde, vaincre la faim*, Paris, Larousse, 288 p.

BRUNET P. (dir.), 1992. *Atlas des paysages ruraux de France*, Jean-Pierre de Monza, Paris, 200 p.

BRUNET R., 1965. *Les campagnes toulousaines*, Toulouse, 727 p.

BRUNET, P., 1960, *Structure agraire et économie rurale des plateaux tertiaires entre la Seine et l'Oise*, Caron, 552 p.

- BULLER H. et HOGGART K. (dir.), 2001, *Agricultural transformation, food and environment*, Aldershot (IK), Ashgate, 192 p.
- CALMÈS R., DURAND-DASTÈS F. et al., 1978, *L'espace rural français*, Masson, 172 p.
- CANEVET C., 1992, *Le modèle agricole breton*, PU de Rennes, 398 p.
- CASTRO (JOSUE DE), 1953. *Géopolitique de la faim*, Les éditions ouvrières, 331 p.
- CHALEARD J.-L., CHARVET J.-P., 2004, *Géographie agricole et rurale*, Belin, 240 p.
- CHALEARD J.-L. et DUBRESSON A. (dir.), 1999, *Villes et campagnes dans les pays du Sud*, Paris, Karthala, 260 p.
- CHALEARD J.-L., 1996, *Temps des villes, temps des vivres. L'essor du vivrier marchand en Côte d'Ivoire*, Paris, Karthala, 661 p.
- CHALEARD J.-L., 2010, « Les réponses de l'agriculture aux défis démo-économiques », in Pourtier R. (coord.) « 1960-2010 : un demi-siècle de mutations africaines », *Bulletin de l'Association des Géographes Français*, n° 1, p. 40-55.
- CHAPUIS R., 1982, *Les ruraux du département du Doubs, éléments de géographie sociologique*, CETRE, 388 p.
- CHAPUIS R., 1995, «La géographie agraire et la géographie rurale», in A. Bailly (dir.), *Les concepts de la géographie humaine*, Masson, p. 113-123.
- CHAPUIS R., 2001, *Systèmes et espaces agraires dans le monde*, Paris, A. Colin, 320 p.
- CHARBONNEAU M., 2009, *Gestion des ressources et peuplement des espaces pastoraux au défi de la modernité, le cas des pasteurs de la puna péruvienne*, Doctorat de géographie, Université de Pau, 629 p.
- CHARLERY DE LA MASSELIÈRE B., 2002 , « Filières agricoles des produits tropicaux », *Les Cahiers d'Outre-Mer* , 220, pp. 365-370
- CHARVET J.-P., (dir.), 2008, *Nourrir les hommes*, SEDES-CNED, 318 p.
- CHARVET J.-P., 1985, *Les greniers du monde*, Economica, 368 p.
- CHEVALIER P., 2002, *Dynamiques tertiaires de l'espace rural*, Publ. de l'Université Paul-Valéry, 354 p.
- CHOLLEY A., 1946, « Problèmes de structure agraire et d'économie rurale », *Annales de géographie*, pp. 81-101.
- CHOMBART DE LAUWE J., 1979, *L'aventure agricole de la France de 1945 à nos jours*, PUF, 375 p.
- CHONCHOL J., 1986, *Paysans à venir, les sociétés rurales du tiers monde*, La Découverte, 299 p.
- COCHET H., 2001, *Crises et révolutions agricoles au Burundi*, Paris, INAPG-Karthala, 468 p.
- Collectif, 2008, *Prospective : les nouvelles ruralités en France à l'horizon 2030*, Rapport, INRA, 82 p.
- CORTES G., 2000, *Partir pour rester : survie et mutation des sociétés paysannes andines (Bolivie)*, Paris, IRD, 413 p.
- COURTOT R., 1989, *Campagnes et villes dans les huertas valenciennes*, CNRS, 292 p.
- CROIX N. (Coord.), 1998, *Environnement et nature dans les campagnes. Nouvelles politiques, nouvelles pratiques ?*, Presses Universitaires de Rennes, 262 p.
- CROIX N. (Dir.), 2000, *Les campagnes vivantes, un modèle pour l'Europe*, CESTAN, IGARUN, Université de Nantes, 696 p.
- DALIGAUX J., 1999, *Urbanisation et société locale en Provence*, L'Harmattan, 267p.
- DAUMAS M., 1976, *La vie rurale dans le haut Aragon oriental*, Madrid, Consejo superior de investigaciones científicas. 774 p.,
- DAVIS J.H., GOLDBERG R.A., 1957, *A concept of agribusiness*, Boston, Harvard University, 136 p.

- DAVEZIES L., 2008, *La république et ses territoires. La circulation invisible des richesses*, Le Seuil, La république des idées, 110 p.
- DE PLANHOL X., 1958, *De la plaine Pamphylie aux Lacs Pisidiens, nomadisme et vie paysanne*, Paris, Maisonneuve, 496 p.
- DEFFONTAINES J.-P., 1998, *Les sentiers d'un géoagronome*, Éditions Arguments, 360 p.
- DELFOSE CL., 2003, *Géographie rurale, culture et patrimoine*, Mémoire pour le diplôme d'HDR en géographie, Univ. de Lille 1, 312 et 443 p.
- DELVERT J., 1961, *Le paysan cambodgien*, Arouton et Cu, 740 p.
- DEMANGEON A., 1927, La géographie de l'habitat rural. *Les Annales de Géographie*, 36, p. 1-23, 97-114.
- DERIOZ P., 1994, *Friches et terres marginales en basse et moyenne montagne, Revers sud-oriental du Massif central.*- Avignon, Structures et dynamiques spatiales, n°1, 330 p.
- DERRUAU M., 1949, *La Grande Limagne auvergnate et bourbonnaise*, Clermont-Ferrand, Delaunay, 542 p.
- DERRUAU M., 1961, *Précis de géographie humaine*, A. Colin, Paris, 572 p.
- DESLONDES O., 1995, *Entreprise familiale, société et territoire dans les milieux ruraux méditerranéens, France, Italie, Grèce, Albanie.*- Montpellier, Espace rural, 34, 102 p.
- DION R., 1934, *Essai sur la formation du paysage rural français*, Tours, Arrault, 162 p.
- DION R., 1946, *La part de la géographie et celle de l'histoire dans l'explication de l'habitat rural du Bassin Parisien*, Publications de la Société de Géographie de Lille, pp. 6-80.
- DIRY J.-P., 1985, *L'industrialisation de l'élevage en France*, Ophrys, 680 p.
- DIRY J.-P., 1999, *Les espaces ruraux*, SEDES, 192 p.
- DOREL G., 1985, *Agriculture et grandes entreprises aux États-Unis*, Economica, 585 p.
- DRAIN, M., 1977, *Les campagnes de la province de Séville*, Champion, 748 p.
- DUFUMIER M., 2004, *Agriculture et paysanneries des Tiers-Monde*, Karthala, p.
- DUGRAND R. 1963, *Villes et campagnes en Bas-Languedoc*, PUF, 638 p.
- DUMONT R., 1954, *Economie agricole dans le monde*, Paris, Dalloz, 598 p.
- DURBIANO C., 1997, *Le Comtat et ses marges, crises et mutations d'une région agricole méditerranéenne*, Publications de l'Université de Provence, 217 p.
- DURBIANO C., MOUSTIER Ph. (dir.), 2007, *Les terroirs : caractérisation, développement territorial et gouvernance*, Château-Arnoux, 236 p.
- ETIENNE G., 1982, *Développement rural en Asie*, PUF, 269 p.
- EYCHENNE C., 2006, *Hommes et troupeaux en montagne. La question pastorale en Ariège*, L'Harmattan, 314 p.
- FAUCHER D., 1949, *Géographie agraire*, Génin, 382 p.
- FEL A., 1962, *Les Hautes Terres du Massif Central : tradition paysanne et économie agricole*, Clermont, Pub. Fac. Lettres, 340 p.
- FENELON P., 1970, *Vocabulaire de géographie agraire*, Publication de la Faculté des lettres et sciences humaines de Tours, impr. Louis Jean, Gap, 691 p.
- FLATRES, 1957, *Géographie rurale de quatre contrées celtiques : Irlande, Galles, Cornwall et Man*, Rennes, Plihon, 616 p.
- FREMONT A., 1967, *L'élevage en Normandie, étude géographique*, Pub. Fac des Lettres, Caen, 2 vol., 626 + 316 p.
- FREMONT A., 1976, *La région, espace vécu*, PUF, Paris, 213 p.
- FRUIT J.-P., 1986, *Campagnes ouvrières en France*, Thèse de doctorat d'Etat, Université de Paris I, 4 tomes, 1026 p.

- FUMEY G., 2010, *Manger local, manger global. L'alimentation géographique*, CNRS, 160 p.
- FUMEY G., ETCHEVERRIA O., 2004, *Atlas mondial des cuisines et gastronomies*, Autrement, 84 p.
- GAIGNARD R., 1979, *La Pampa argentine, l'occupation du sol et la mise en valeur*, Thèse d'Etat de l'Université de Bordeaux III, 1174 p.
- GALLAIS J., 1968, *Le delta intérieur du Niger. Étude de géographie régionale*, Dakar, IFAN, 2 tomes, 626 p.
- GALLAIS J., 1984, *Hommes du Sahel*, Flammarion, 289 p.
- GEORGE P., 1956, *La Campagne, le fait rural à travers le monde*. Paris, PUF, 399 p.
- GEORGE P., 1963, *Précis de géographie rurale*, PUF, Paris, 360 p.
- GOUROU P., 1946, *Les pays tropicaux*, Paris, PUF, 196 p.
- GOUROU P., 1984, *Riz et civilisation*, Paris, Fayard, 299 p.
- GOUROU P., 1991, *L'Afrique tropicale, nain ou géant agricole ?*, Paris, Flammarion, 226 p.
- GOUROU, P., 1936, *Les paysans du delta tonkinois. Etude de géographie humaine*, Paris, Edit. d'Art et d'Histoire.
- GUERMOND, Y., 1979, *Le système de différenciation spatiale en agriculture : la France de l'Ouest de 1950 à 1975*, Champion, 376 p.
- GUETAT-BERNARD H., 1994, *Emplois ruraux non-agricoles. Enjeux d'une diversification et réalité de ce secteur d'emplois. L'exemple du Sud-Karnataka (Inde du Sud)*, thèse de doctorat, Paris, EHESS, 500p.
- GUIBERT M., 1998, « Les activités agro-exportatrices de la Pampa argentine : une expansion retrouvée », *L'information géographique*, pp. 160-172.
- GUMUCHIAN H. et PECQUEUR B., Coord. (2007), *La ressource territoriale*, Economica-Anthropos : 252p.
- GUMUCHIAN, H., GRASSET, E., LAJARGE., ROUX, E. (2003): *Les acteurs, ces oubliés du territoire*, Paris, Anthropos.
- HÄGERSTRAND J., 1952, « The propagation of innovation waves », *Lund Studies in Geography*, Ser. B Human geography, n°4, pp. 1-21.
- HERBIN J., 1980, *Le tourisme au Tyrol autrichien ou la montagne aux montagnards*, Grenoble, Cahiers de l'Alpe, 2 vol, 718 p.
- HERIN R., 1974, *Les huertas de Murcie, les hommes, la terre et l'eau dans l'Espagne aride*, P. Université de Caen, 300 p.
- HERVIEU B., VIARD J., 2001, *Au bonheur des campagnes*, Ed. de l'Aube, 126 p.
- HERVIEU B., VIARD J., 2001, *L'archipel paysan*, Ed. de l'Aube, 160 p.
- HINNEWINKEL J.-C., 2001, *Les terroirs des vins AOC : des constructions sociales dans la longue durée*, HDR géographie, Bordeaux, Université Michel de Montaigne, vol. 2, 720 p.
- HOUE P., Paul, 1989, *Les politiques de développement rural, des années de croissance au temps d'incertitude*, INRA Economies. Paris, 289 p.
- HOUSSEL J.-P., 1976, *Le Roannais et le Haut Beaujolais. Un espace hors des métropoles*, TE, Lyon, Presses universitaires de Lyon, 205 p.
- HUETZ DE LEMPS A., 1967, *Vignobles et vins du Nord-Ouest de l'Espagne*, Bordeaux, Fac. des Lettres, 1006 p.
- HUMBERT A., 1988, *Campagnes andalouses et colons castillans. Paysages d'un front pionnier entre Grenade et Jaén*, Madrid, Casa de Velázquez, 296 p.
- JEAN B., 1997, *Territoires d'avenir. Pour une sociologie de la ruralité*, Québec, PUQ, p.
- JEAN Y., PERIGORD M., 2009, *Géographie rurale, la ruralité en France*, A. Colin, 128 p.
- JOLLIVET M. et MATHIEU N. (dir.), 1989, *Du rural à l'environnement, La question de la nature*

aujourd'hui, L'Harmattan, 352 p.

JOLLIVET M., 2001, *Pour une science sociale à travers champs. Paysannerie, ruralité, capitalisme (France XXe siècle)*, éditions Arguments, 400 p.

JOLLIVET, M. (Ed.), 1992, *Sciences de la nature, sciences de la société, les passeurs de frontières*, Editions du CNRS, 589 p.

JUILLARD E., 1961, « L'urbanisation des campagnes », *Études rurales* n° 49-50 p. 5-9.

KAYSER B., 1969, *L'Agriculture et la société rurale des régions tropicales*, SEDES, 207 p.

KAYSER B., 1989, *La renaissance rurale*, A. Colin, 316 p.

KLATZMANN J., 1955, *La localisation des cultures et des productions animales en France*, Paris, Imprimerie nationale, 477 p.

LACOSTE Y., 1965, *Géographie du sous-développement*, PUF, Collection Magellan, 284 p.

LACQUEMENT G., 1996, *La décollectivisation dans les nouveaux Länder allemands*, Paris, L'Harmattan, 255 p.

LANDAIS E., 1987, *Recherches sur les systèmes d'élevage. Questions et perspectives*, Versailles, INRA Publications, 75 p.

LANDY F., 2006, *Un milliard à nourrir. Grain, territoire et politiques en Inde*, Paris, Belin, 270 p.

LASSERRE G., 1961, *La Guadeloupe, Etude Géographique*, Tome I, Le milieu naturel, L'héritage du passé; Tome II, Les régions géographiques, Les problèmes guadeloupéens, Bordeaux, Union française d'Impression, 1 135 p.

LARDON S., MOQUAY P, POSS Y. (dir.), 2007, *Développement territorial et diagnostic prospectif. Réflexions autour du Viaduc de Millau*, La Tour d'Aigues, Editions de l'Aube, 377 p.

LE CARO Y, 2007, *Les loisirs en espace agricole. L'expérience d'un espace partagé*, PUR, 431 p.

LE CARO Y, MADELINE Ph., PIERRE G., (dir.), 2007, *Agriculteurs et territoires. Entre productivisme et expériences territoriales*, PUR, 268 p.

LE COZ J., 1990, *Espaces méditerranéens et dynamiques agraires, état territorial et communautés rurales*, Paris, CIHEAM/UNESCO/MAB, 392 p.

LEBEAU R., 1969, *Les grands types de structures agraires dans le monde*, Masson, Paris, 120 p.

LUGINBÜHL, Y., 1989, *Paysages. Textes et représentations du paysage du Siècle des Lumières à nos jours*, La Manufacture, 268 p.

MALASSIS L., 1979, *Économie agro-alimentaire*, t. 1, Paris, Cujas, 437 p.

MARSHALL A., 1900, *Elements of Economics of Industry*.- London, Macmillan.

MARGETIC C., 2003, *Agro-industries et territoires : recherches en Nord-Pas-de-Calais*, Arras, Habilitation à Diriger des Recherches, 287 p.

MATHIEU N., 1990, La notion de rural et les rapports ville-campagne en France. Des années cinquante aux années quatre-vingts, *Economie rurale*, n°197, pp. 35-41.

MATHIEU N., 1996, Rural et urbain. Unité et diversité dans les évolutions des modes d'habiter, *In L'Europe et ses campagnes*, Jollivet (Marcel), Eizner (Nicole) dir., Presses de Sciences Po, Paris, p. 187-216.

MATHIEU N., 1998, La notion de rural et les rapports ville/campagne en France : les années quatre-vingt-dix, *Economie rurale*, n°247, pp.11-20.

MATHIEU N., 2006, La géographie rurale française face à l'utopie du développement durable: quelles réactions, quelles perspectives? », *Boletín de la A.G.E.*, n° 41, pp. 39-67.

MATHIEU N., 2007, Le lien des agriculteurs aux lieux et aux autres habitants. Une évolution majeure à observer, *Economie rurale*, n°300 : pp. 129-133

MAUREL M. Cl., 1980, *La Campagne collectivisée. Société et espace rural en Russie*, Editions Anthropos, 300 p.

- MAUREL M.-Cl., 1994, *La transition post-collectiviste. Mutations agraires en Europe centrale*, L'Harmattan, 366 p.
- MAUREL M.-Cl., LACQUEMENT G., (dir.), 2007, *Agriculture et ruralité en Europe centrale*, Paris, Aux lieux d'être, 164 p.
- MAZOYER M., ROUDART L., *Histoire des agricultures du monde. Du néolithique à la crise contemporaine*, Seuil, 705 p.
- MENDRAS H., 1984. *La fin des paysans*, Actes Sud, Avignon, réed. 1991, 438 p.
- MEYNIER A., 1959. *Les paysages agraires*, A. Colin, Paris, 203 p.
- MIGNON Ch., 1979, *Campagnes et paysans de l'Andalousie méditerranéenne*, Clermont-Ferrand, PUBP, 459 p.
- MOINDROT Cl., 1995, « Les systèmes agraires », *In Encyclopédie de géographie* (sous la dir. d'A. Bailly, R. Ferras et D. Pumain), Economica, pp. 445-470.
- MONBEIG P., *Pionniers et planteurs de São Paulo*, Paris, Colin, 1952, 376 p.
- PEBAYLE P., 1977, *Les gaúchos du Brésil. Eleveurs et agriculteurs du Rio Grande do Sul*, Travaux et documents de géographie tropicale, CEGET, CNRS, n°31, 351 p.
- PECQUEUR B., 2001, « Qualité et développement territorial : l'hypothèse du panier de biens et de services territorialisés », *Economie Rurale*, n°261, pp. 37-49.
- PELISSIER P., 1996, *Campagnes africaines en devenir*, Editions Arguments, 318 p.
- PELISSIER P., SAUTTER G., (dir.), 1970, « Terroirs africains et malgaches », *Études rurales*, n° 37-38-39, 550 p.
- PÉLISSIER P., SAUTTER G., 1969, *Les petits espaces ruraux. Journée consacrée à l'étude des terroirs*, Paris, ORSTOM, IDT 19, 178 p.
- PÉLISSIER, P., 1966, *Les paysans du Sénégal. Les civilisations agraires du Cayor à la Casamance*. Fabrigue, Saint-Yrieix, 974 p.
- PERRIN C., 2009, *Construire les campagnes méditerranéennes. Usages, aménagements et valorisation du foncier agricole périurbain en Provence et en Toscane (1950-2010)*, Thèse de doctorat de géographie, aménagement, Université Aix-Marseille, Università degli Studi di Firenze, 743 p.
- PETIT S., FLEURY P., 2006. « Les éleveurs et la nature : discours scientifiques et modes d'intervention des organismes de développement du Nord, dans les Alpes françaises, au sud en Afrique de l'ouest », *Le retour des paysans ? A l'heure du développement durable*, L. AUCLAIR, CH. ASPE, P. BAUDOT (dir.). EDISUD coll. Ecologie Humaine, pp 39-70
- PIERRE G., 2004, *Agriculture dépendante et agriculture durable, la PAC et les plateaux du sud-est du Bassin parisien*, Publications de la Sorbonne, 328 p.
- PITTE J.-R., 1986, *Terres de Castanide. Hommes et paysages du châtaignier de l'Antiquité à nos jours*, Fayard, 480 p.
- PITTE J.-R., 1991, *Gastronomie française : histoire et géographie d'une passion*, Fayard, Paris, 264 p.
- PLET F., 1994, *Un itinéraire dans les champs de la géographie. Agriculture et agro-industries, espaces ruraux, régions*, HDR, Paris VIII, 8 vol.
- PLET F., 2003, « La géographie rurale en France », *Sociétés contemporaines*, n°49-50, pp. 85-106.
- POULOT M., 2008, *Le retour de l'agriculture dans la ville élargie. Vers la durabilité des territoires périurbains*, HDR géographie, Paris, Université Paris Ouest-Nanterre-La Défense, vol. 2, 372 p.
- POURTIER, R., 2004, Développement «rurable» au Sud, géodiversité et dynamiques territoriales, *Historiens et Géographes*, n° 187, pp. 217-230.
- RAISON J.-P., 1984, *Les Hautes Terres de Madagascar et leurs confins occidentaux. Enracinement et mobilités des sociétés des rurales*, ORSTOM, Karthala, 2 vol., 662 p. et 614 p.
- RAISON J.-P., « Trente ans, trois phases de la géographie rurale dans les pays tropicaux, *In L'état des savoirs sur le développement*, Karthala, pp. 135-159.

- RAKOTO RAMIARANTSOA H., 1995, *Chair de la terre, oeil de l'eau... : paysanneries et recompositions de campagnes en Imerina (Madagascar)*, Orstom, coll. A travers champs, 370 p.
- RAKOTO RAMIARANTSOA H., THIBAUD B., PEYRUSAUBES D., 2009, *Ruralités Nords-Suds : inégalités, conflits, innovations*, L'Harmattan, p.
- RASTOIN J.-L., GHERSI G., 2000, « La mondialisation des échanges agroalimentaires », *Economies et sociétés*, n°10-11, pp. 161-186.
- RAUTENBERG M., MICOUD A., BÉRARD L., MARCHENAY L., 2000, *Campagnes de tous nos désirs*, Mission du Patrimoine ethnologique, Collection Ethnologie de la France, Ed. de la Maison des Sciences de l'Homme, 191 p.
- RENARD J., 2002, *Les mutations des campagnes, paysages et structures agraires dans le monde*, A. Colin, 221 p.
- RENARD, J., 1975, *Les évolutions contemporaines de la vie rurale dans la région nantaise*, les Sables d'Olonne, éditions du cercle d'or, 432 p.
- RETAILLE D., 1989, « Le destin du pastoralisme nomade en Afrique », *L'information géographique*, n°3, pp. 88-102
- REY V., 1975, *La Roumanie, essai d'analyse régionale*, SEDES, 228 p.
- REY V., 1982, *Besoin de terre des agriculteurs*, Economica, 390 p.
- REY V. (dir.), 1996, *Les nouvelles campagnes de l'Europe centre orientale*, CNRS Editions, 240 p.
- RICARD D., 1994, *Les montagnes fromagères en France, Terroirs, Agriculture de qualité et appellations d'origine.*- Clermont-Ferrand, CERAMAC Ed.-UBP, 496 p.
- ROUDIE Ph., 1980, *Campagnes girondines et vins de Bordeaux à l'époque contemporaine*, Université de Bordeaux, CNRS, 436 p.
- SACHS I., 1980, *Stratégies de l'écodéveloppement*, Paris, Les Editions Ouvrières, 140 p.
- SANJUAN T., 1997, *À l'Ombre de Hong Kong, le delta de la Rivière des Perles*, L'Harmattan, 313 p.
- SAUTTER G., 1966, *De l'Atlantique au fleuve Congo. Une géographie du sous-peuplement. République du Congo, République gabonaise*, Mouton, Paris-La Haye, 2 tomes, 1102 p.
- SEBILLOTTE M., 1996, *Les mondes de l'agriculture, une recherche pour demain*, Paris, INRA, 258 p.
- SEVIN O., 2001, *Migrations, colonisation agricole et terres neuves en Indonésie*, Bordeaux, DYMSET, 932 p.
- SIVIGNON M., 1975, *La Thessalie, analyse géographique d'une province grecque*, Lyon, Institut des études rhodaniennes, 572 p.
- SIVIGNON M., 1996, « Les systèmes agraires européens : héritages, mutations, frontières », in Jolivet M., Eizner N. (dir.), *L'Europe et ses campagnes*, Presses de Sciences-Po, Paris, p. 37-56.
- SMADJA J. (Dir.), 2003, *Histoire et devenir des paysages en Himalaya. Représentations des milieux et gestions des ressources au Népal et au Ladakh*, Éditions du CNRS, collection Espaces et Milieux, 646 p.
- SORRE Max., 1948, « Les genres de vie dans la géographie humaine », *Annales de géographie*, pp. 97-108 et 193-204.
- TAFANI C., 2010, *Agriculture, territoire et développement durable. Analyse systémique d'une agriculture littorale sous pression touristique. L'exemple de la Balagne en Corse*, Doctorat de géographie, Université de Corse, 527 p.
- THERY H., 1997, *Environnement et développement en Amazonie brésilienne*, Belin, 208 p.
- TRICARD J., 1994, *Ecogéographie des espaces ruraux*, Nathan coll géographie, 187p.
- VITTE P., 1986, *Les campagnes du Haut Apennin, évolution d'une société montagnarde*, Publ. Fac. Lettres, Clermont-Ferrand, 554 p.
- Von HIRSCHAUSEN B., 1997, *Les nouvelles campagnes roumaines, paradoxes d'un retour paysan*,

Belin, 240 p.

ZRINCAK G., 1997, *Mutations des campagnes tchèques, une décollectivisation pragmatique*, Belin, 253 p.